

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 17 JANVIER 1904.

Projet de loi sur la navigation maritime et la navigation intérieure.

EXPOSÉ DES MOTIFS.

MESSIEURS,

Notre droit maritime a été longtemps régi par le livre II du code de commerce de 1808. Il a été remanié, d'une manière presque complète, par la loi du 21 août 1879, due en grande partie à l'initiative et aux travaux de M. De Lantsheere.

Cette loi constitue, comme on l'a dit, le code des intérêts privés de ceux qui se livrent au commerce maritime. Elle n'a laissé subsister du livre II du code de commerce de 1808 que les dispositions du titre II relatives à la saisie et à la vente des navires, qui sont des règles de procédure plutôt que des principes de droit maritime et qu'il convenait de les détacher du code de commerce, pour les rattacher au code de procédure civile (art. 237 de la loi du 21 août 1879).

La loi du 21 août 1879 a marqué un notable progrès sur le droit antérieur. Elle a notamment organisé le crédit maritime en introduisant dans notre législation le principe de la publicité des droits concédés sur les navires et l'hypothèque maritime. Elle laisse toutefois encore à désirer de ce double point de vue.

D'une part, elle se borne, tant en ce qui concerne les actes soumis à la publicité qu'en ce qui regarde l'hypothèque maritime, à l'énoncé de quelques règles qui doivent être précisées et complétées par les principes généraux.

Le législateur laisse aux intéressés et aux tribunaux le soin de rechercher et de démêler quelles sont les dispositions de la loi du 16 décembre 1851 qui sont susceptibles d'être étendues aux navires et celles qui, par leur nature,

sont spéciales aux immeubles. Il n'est pas nécessaire de faire ressortir le vice essentiel que présente ce système, les difficultés qu'il crée, les controverses auxquelles il donne naissance.

D'autre part, malgré l'importance des armements fluviaux et les capitaux considérables qui y sont engagés, la navigation intérieure demeure exclusivement régie par les dispositions du contrat de transport par terre. Jusqu'à présent, il en est des bateaux comme d'un objet mobilier quelconque; leur propriété n'est pas rendue publique; ils ne sont point sujets au droit de suite; ils ne peuvent être hypothéqués et ne bénéficient point du droit d'abandon.

*
* *

Dès le 29 avril 1892, le Gouvernement a déposé un projet de revision de la loi de 1879.

Ce projet, successivement représenté, avec certaines modifications de détail, le 23 avril 1893 et le 11 décembre 1894 et rapporté, au nom de la Commission de la Chambre, le 18 décembre 1893, par M. Ulens, revisait les dispositions de la loi de 1879 relatives à l'hypothèque maritime et à l'abandon et rendait les dispositions nouvelles applicables aux bateaux.

Seulement, la réforme, telle qu'elle était conçue, laissait subsister tous les inconvénients qui s'attachent à l'existence d'une législation hypothécaire fragmentaire. L'article 155^{bis} du projet de 1894 portait : « Les dispositions de la loi hypothécaire du 16 décembre 1831, complétées par celles de la loi du 4 juillet 1887, sont applicables aux matières qui font l'objet des titres I^{er} et V du livre II, pour autant que ceux-ci n'y dérogent point ». De plus, le projet de loi ne donnait de législation propre à la batellerie qu'en ce qui concerne l'hypothèque et l'abandon.

Le 8 mars 1898, M. Delbeke, en vue de remédier à une partie de ces inconvénients et d'aboutir promptement à une solution, déposa, sous forme d'amendements, une série de dispositions qui tendaient à constituer un ensemble complet de dispositions relatives à la navigation intérieure.

Venus à disparaître par suite de la dissolution des Chambres, ces amendements ont été représentés sous forme de proposition de loi par MM. Beernaert, Delbeke et Van den Broeck et, le 25 juillet 1903, M. Segers a fait rapport sur cette proposition au nom de la commission chargée de son examen.

La proposition de loi de MM. Beernaert, Delbeke et Van den Broeck réalise certes un grand progrès. Elle a cependant un tort grave, celui de ne stipuler que pour les bateaux et de ne pas faire bénéficier le droit maritime des innovations heureuses qu'elle introduit en matière fluviale. Si elle devait être admise, elle aurait ce fâcheux effet de créer, et peut-être pour longtemps, deux législations disparates dans des matières qui, à part quelques rares exceptions, doivent être soumises à des règles identiques.

Au moment où nous sommes, il suffit d'un léger effort pour éviter ce regrettable dualisme et supprimer les principaux défauts que présentent nos lois maritimes. Tel est le but du projet de loi.

A la législation présente sur le commerce maritime, il substitue une législation complète sur la navigation maritime et la navigation intérieure.

Le vœu qu'exprimait le rapporteur de la proposition de loi de MM. Beernaert, Delbecq et Van den Broeck, de voir le gouvernement compléter leur œuvre en saisissant la législature d'un projet de loi revisant les dispositions relatives à la navigation maritime, se trouve ainsi pleinement réalisé.

* * *

Après avoir justifié le projet dans son principe, il nous reste à le justifier dans ses dispositions essentielles.

Les articles 1, 2 et 3 revisent les dispositions des titres I et V de la loi de 1879; l'article 4 ajoute à cette loi un titre nouveau, le titre IX, qui contient l'ensemble des règles relatives au régime de la batellerie.

ARTICLE PREMIER.

La loi du 21 août 1879 consacre à la propriété navale deux titres distincts. Le titre I^{er} s'occupe de la constatation de cette propriété et des privilèges maritimes; le titre V traite de l'hypothèque maritime.

Le projet fond ces deux titres en un titre unique, le titre I^{er} du livre II, qui contient, soit par l'énoncé de règles spéciales, soit par le renvoi à des dispositions nettement précisées de la loi du 16 décembre 1851, le régime hypothécaire complet de la propriété navale.

TITRE PREMIER.

Des navires et autres bâtiments de mer.

CHAPITRE PREMIER.

DES NAVIRES ET DE LEUR IMMATRICULATION.

Dans le système de la loi du 16 décembre 1851, maintenu pour les navires par la loi du 21 août 1879, les actes sont rendus publics soit par voie de transcription, soit par voie d'inscription. La transcription consiste dans la copie intégrale de l'acte; l'inscription, dans la copie intégrale d'un extrait, rédigé par les parties sous la forme d'un bordereau contenant l'ensemble des énonciations qui composent l'inscription à opérer par le conservateur des hypothèques.

Dans ce système, les conservateurs doivent tenir :

1° Un registre de dépôts, où sont constatées, par numéros d'ordre et à mesure qu'elles s'effectuent, les remises des titres dont on requiert l'inscription ou la transcription (art. 124, 1°);

2° Un registre où sont portées les transcriptions (art. 124, 2°).

3° Un registre où sont portées les inscriptions des privilèges et hypothèques, et les radiations ou réductions (art. 124, 3°);

4° Un répertoire dans lequel sont portés par extrait, au nom de chaque propriétaire, les actes qui le concernent avec renvoi aux registres où ces actes sont portés (art. 125);

5° Une table alphabétique des propriétaires avec renvoi aux articles du répertoire.

Il y a aussi le registre des commandements et des saisies immobilières (loi du 15 août 1854, art. 15 à 19).

Cette organisation repose sur l'état nominatif des propriétaires, non des propriétés. Veut-on savoir la situation hypothécaire d'un immeuble ou d'un navire? Il faut connaître exactement non seulement le propriétaire actuel, mais aussi tous les propriétaires antérieurs qui ont pu passer des contrats opposables aux tiers. Le dernier propriétaire tout au moins doit être indiqué dans la réquisition; le conservateur peut rechercher les autres en remontant la chaîne des mutations. A moins cependant que, parmi celles-ci, il s'en trouve qui, ayant eu lieu par succession ou par testament, n'ont pas été transcrites; le requérant doit alors désigner les auteurs des héritiers et légataires, sous peine de voir arrêtées les investigations du conservateur. Enfin, il y a — sources d'hésitations, d'erreurs, de complications — la similitude des noms et le fait que le bien comme la personne peuvent ne pas avoir été déterminés, en tous points, de la même façon dans les actes qui les concernent.

Certes, ce n'est pas là un idéal, et l'on voit immédiatement combien tout serait plus simple, plus sûr, plus rapide, si le bien lui-même, et non son propriétaire, formait le pivot des annotations et des recherches hypothécaires: tous les actes affectant la condition juridique de tel ou de tel bien seraient concentrés, au nom de ce bien, dans un document unique.

Seulement, pour les immeubles, l'unité foncière susceptible d'immatriculation ne pourrait être que la parcelle cadastrale. Or il serait peu pratique, dans un pays aussi morcelé que le nôtre, d'ouvrir un compte au nom de chaque parcelle cadastrale. En 1894, le domaine agricole en comprenait 6,516,424.

Mais pareille objection n'existe pas pour les navires.

Dès lors, il n'y a pas à hésiter. Il serait vraiment regrettable de maintenir à leur égard et de créer pour les bateaux le mode de publicité établi pour les immeubles par la loi de 1854.

Dans la législation proposée, les navires qui portent pavillon belge ou qui sont en construction en Belgique peuvent, à la demande des intéressés, être immatriculés au bureau de la conservation des hypothèques à Anvers. Sur la production du certificat de jaugeage si le navire est construit, sur la présentation d'une simple requête si le navire est en construction, le conservateur ouvre, dans un registre particulier, un compte au nom du navire. Dès ce moment, le navire est légalement individualisé. A ce registre sont ensuite inscrits tous les actes qu'il importe de soumettre à la publicité pour la sécurité du crédit et la protection des intérêts des tiers.

Le registre des transcriptions, le registre des inscriptions, le registre des commandements et saisies, le répertoire font donc place à un seul registre, qui donnera dans la suite de ses mentions toute l'histoire juridique du navire à dater de son immatriculation.

L'article 1^{er} définit les navires. Ce qui caractérise le navire, ce n'est point la nature propre du bâtiment, mais bien l'usage auquel il est employé ou destiné. Le bâtiment employé ou destiné à faire habituellement des opérations maritimes est un navire. Il faut, de plus, pour qu'il soit soumis aux règles édictées par le code de commerce, qu'il soit employé ou destiné à des opérations commerciales.

Ces notions sont en harmonie avec le texte des résolutions du congrès maritime tenu à Bruxelles en 1888 et avec la doctrine et la jurisprudence actuelles. Toutefois, à la différence du congrès de Bruxelles, le projet tient pour indifférent le tonnage du bâtiment. Comme l'a fait remarquer la commission de revision des règlements pour la navigation à la mer et dans les eaux intérieures (lettre du 20 mai 1892; *Journal des Tribunaux*, 14 juillet 1892), il semble dangereux de limiter le tonnage des navires de mer et des bateaux d'intérieur. « On constate, en effet, que des navires de mer d'un très faible tonnage, 3 à 4 tonnes, traversent l'océan Atlantique et que des bateaux d'intérieur de 1,000 à 1,500 tonnes viennent du Rhin dans les eaux de l'Escaut, sans jamais entrer dans la mer. »

Par modification aux articles 1^{er} et 2 de la loi de 1879, *l'article 2* stipule que les navires ne sont pas soumis à la règle suivant laquelle, en fait de meubles, la possession vaut titre. Il ne fait, en cela, qu'affirmer expressément un principe qui n'est pas contesté sous l'empire de la législation actuelle. Mais celle-ci exige, en outre, que la vente des navires soit faite par écrit.

Le gouvernement ne croit pas devoir reproduire pareille disposition, qui déroge absolument aux principes généraux sur la preuve et qui a été souvent critiquée (Lyon, Caen et Renault, *Traité de droit commercial*, t. V, n° 115). Le législateur n'a à considérer que l'intérêt des tiers et l'intérêt du crédit public. Tout ce qui importe à cet égard, c'est de déclarer d'une part que la convention ne peut être opposée aux tiers avant d'avoir été rendue publique, et d'autre part, que la publicité n'est possible que s'il existe un acte authentique ou sous seing privé (art. 8 et 10).

En droit allemand, la transmission totale ou partielle de la propriété des navires a lieu par le simple consentement des parties et elle n'est soumise en principe à aucun mode de preuve spécial (art. 476 du code de commerce).

L'article 3 établit le principe de l'immatriculation des navires au bureau de la conservation des hypothèques à Anvers.

Cette immatriculation n'a d'autre but que d'individualiser le navire et de permettre ensuite l'inscription, en son nom, de tous les droits qui l'affectent.

De même que la loi du 16 décembre 1851, le projet ne donne d'autre sanction à l'accomplissement des formalités stipulées que la non-opposabilité

aux tiers de l'acte non soumis à la publicité. Il n'a pas cru devoir faire de l'immatriculation du navire au registre hypothécaire, l'objet d'une obligation légale dont l'exécution serait assurée par une sanction légale.

Si un grand nombre de législations prescrivent l'immatriculation obligatoire dans des registres publics de tous les navires portant pavillon national, comme l'inscription dans ces registres et sur l'acte de nationalité de tous les droits existants sur les navires, la raison en est que, dans ces législations, les formalités qui ont pour objet la délivrance de l'acte de nationalité et celles qui ont pour but le crédit maritime se trouvent confondues. Dans ces pays, l'immatriculation du navire est une formalité préalable à l'octroi de l'acte de nationalité. Elle est faite par l'autorité même qui délivre pareil acte, et celui-ci devient en quelque sorte un simple extrait du registre d'immatriculation.

Les formalités édictées dans un but politique ou dans un intérêt de police et les règles relatives au développement du crédit maritime et aux intérêts privés des propriétaires ou des tiers contractants s'unissent ainsi dans des liens indissolubles.

Il n'en est pas de même chez nous. Les dispositions relatives à l'octroi des lettres de mer font l'objet d'une loi spéciale, la loi du 4 septembre 1903. En vertu de cette loi, les lettres de mer sont accordées par le Ministre des Affaires étrangères à la suite de formalités diverses qui ont uniquement pour but de fixer la nationalité du navire. A côté de ces prescriptions, la loi de 1879 a établi des règles relatives à la publicité des droits réels sur les navires, règles analogues à celles qui existent pour les immeubles. Les dispositions relatives à l'intérêt public et celles qui ont trait aux intérêts privés sont, de la sorte, bien distinctes.

Il n'existe aucune raison de modifier cette situation.

De même qu'en matière immobilière, c'est aux intéressés qui veulent voir leurs droits reconnus à l'égard des tiers ou qui désirent recourir au crédit, à faire le nécessaire à cette fin. L'État n'a qu'un devoir, celui de leur fournir un instrument qui leur permette d'atteindre le but poursuivi. Cet instrument, le projet de loi le crée dans des conditions qui, au triple point de vue de la facilité des formalités à accomplir, de la clarté et de la sécurité qu'il donne au public, semblent ne rien laisser à désirer.

Désormais, les intéressés obtiendront, sur la seule indication du navire, tous les renseignements qu'ils désirent connaître. Ces renseignements pourront leur être procurés immédiatement, sans exiger les recherches longues et difficiles qui résultent actuellement d'une spécialisation imparfaite de la personne ou de la propriété. Muni d'une copie du feuillet matricule, arrêtée le jour de son départ, le capitaine pourra, sans délai, contracter avec les tiers, sauf, naturellement, pour ceux-ci, à n'exécuter le contrat par la délivrance des fonds qu'après inscription de l'acte de vente ou d'emprunt et constatation par eux que l'inscription vient en ordre utile : ce sera l'affaire d'un simple échange de télégrammes entre les intéressés et le conservateur des hypothèques (art. 13).

La lettre de mer ou l'acte de nationalité, document éphémère qui répond

à d'autres nécessités et que son détenteur doit exhiber à tout venant, n'est pas apte, au surplus, à recevoir les annotations hypothécaires.

Les articles 4 et 5 règlent les formalités de l'immatriculation et les mentions que le conservateur des hypothèques doit faire sur son registre, en vue d'individualiser le navire. Ces mentions résultent soit du certificat de jaugeage, soit d'une requête de l'intéressé, selon qu'il s'agit d'un navire construit ou d'un navire en construction.

Il va de soi que le conservateur sera en droit de refuser l'immatriculation si la requête ne contient pas les énonciations voulues.

L'article 6 indique, dans son premier alinéa, les conditions dans lesquelles sont portés au registre matricule les changements qui surviennent au navire et qui modifient la description qui en a été faite.

Ce texte suppose que d'après les dispositions réglementaires sur le jaugeage des navires et des bateaux, l'agent jaugeur sera tenu de délivrer un nouveau certificat de jaugeage dès qu'un changement lui sera signalé par l'intéressé.

La disposition du deuxième alinéa de l'article 6 constitue une règle essentielle. La base de l'identification du navire est le certificat de jaugeage. Il faut donc qu'au vu de ce certificat, le conservateur des hypothèques et le tiers contractant puissent s'assurer que le navire n'a pas été antérieurement immatriculé ou grevé sous un autre nom.

CHAPITRE II.

DE LA PUBLICITÉ DES DROITS RÉELS CONCÉDÉS SUR LES NAVIRES.

Au double mode de publicité institué par la loi de 1881, la transcription et l'inscription, le projet de loi substitue un mode unique consistant dans la relation analytique, faite par le conservateur lui-même, de l'acte soumis à la formalité.

L'inscription a lieu sur la présentation des actes au conservateur des hypothèques. Tout acte est présenté en double : en double original s'il s'agit d'un acte sous seing privé; en expédition et en copie certifiée s'il s'agit d'un acte authentique. Le conservateur fait mention de la substance de l'acte sur le feuillet du navire; il remet l'un des originaux ou l'expédition de l'acte au requérant après avoir certifié au pied de ce document qu'il a fait l'inscription requise. Il conserve le double ou la copie certifiée de l'acte et classe la pièce au dossier du navire.

Les dispositions du chapitre II deviennent ainsi communes à tous les droits réels concédés sur les navires, à l'exception des privilèges. Ceux-ci ne sont point soumis à l'inscription pas plus que dans le droit actuel.

L'article 8 indique les actes qui sont admis à la formalité. Il correspond

à l'article 1^{er} de la loi de 1851, dont il se différencie à un double point de vue :

1° Il s'étend à tous les droits réels indistinctement, y compris les hypothèques, et sans autre exception que les privilèges;

2° Tandis que la loi de 1851 ne donne le pouvoir d'exciper du défaut de publicité qu'aux tiers qui ont contracté sans fraude, c'est-à-dire qui n'ont pas eu connaissance de l'acte non rendu public, l'article 8 supprime cette restriction, qui est vivement critiquée et qui est de nature à rendre incomplète la sécurité des tiers contractants (Martou, t. 1, n° 67 et suivants)

L'article 9 se borne à appliquer aux navires les dispositions de l'article 3 de la loi hypothécaire.

L'article 10 ne soulève aucune observation spéciale. Il maintient le principe consacré par la législation maritime actuelle, qui admet à la publicité aussi bien les actes sous seing privé que les actes authentiques (loi du 21 août 1879, articles 2 et 140).

L'article 11 est la conséquence naturelle du nouveau système de publicité adopté par le projet. L'inscription devant se faire désormais au nom du navire et non plus au nom du propriétaire, il va de soi qu'aucun acte ne saurait être admis à l'inscription avant que le navire auquel il se rapporte ait été immatriculé.

Les articles 12, 13 et 14 se justifient par eux-mêmes. Ils se bornent à régler les formalités de l'inscription.

L'article 15 s'occupe d'une situation spéciale; il vise le cas où l'acte soumis à inscription est fait par le capitaine en cours de voyage. Il permet à la partie intéressée de requérir télégraphiquement une inscription provisoire qui, sera dans les trois mois de l'inscription du télégramme, régularisée par la présentation et l'inscription de l'acte lui-même.

Il va sans dire que le télégramme sur le vu duquel l'inscription provisoire est prise demeure déposé au bureau de la conservation des hypothèques et est annexé au dossier du navire

Il va de soi également que le conservateur n'est tenu de procéder à cette inscription provisoire comme à toute autre, qu'après paiement des droits et salaires.

L'inscription de l'acte présenté ultérieurement au conservateur pour régulariser une inscription provisoire n'exige naturellement pas la reproduction de toutes les énonciations dont la mention est requise au registre matricule, si toutes ces énonciations figurent exactement dans l'inscription prise sur le vu du télégramme. Dans ce cas, il suffira au conservateur de faire un simple renvoi à cette inscription.

L'article 16 ne fait que reprendre les dispositions de l'article 84 de la loi de 1851.

L'article 17 détermine le rang des actes soumis à la publicité. A l'encontre de l'article 81 de la loi hypothécaire, il détermine ce rang non seulement par le jour de l'inscription, mais prévoyant le cas où plusieurs inscriptions seraient prises le même jour, il règle, dans ce cas, l'ordre de préférence par le numéro sous lequel la remise des titres a été mentionnée par le conservateur au registre des dépôts, c'est-à-dire par l'ordre de présentation des actes. C'est le principe que l'article 123 de la loi hypothécaire établit pour la transcription.

L'article 18 reprend purement et simplement l'article 83 de la loi de 1851.

CHAPITRE III.

DES PRIVILÈGES ET DES HYPOTHÈQUES MARITIMES.

Les articles 19, 20 et 21 ne soulèvent point d'observations. Il ne font que consacrer des principes incontestés de la loi hypothécaire.

L'article 22 proclame une règle d'équité qui est généralement admise en droit maritime et qui est implicitement consacrée par l'article 312 du code de commerce néerlandais.

Le congrès de Bruxelles de 1888 en a préconisé l'adoption, et elle a trouvé place dans les projets déposés par le gouvernement en 1892, 1893 et 1894 et dans la proposition de loi de MM. Beernaert, Delbeke et Van den Broeck.

Cette disposition, sans laquelle le crédit maritime demeurera toujours illusoire, entraîne deux conséquences importantes :

D'une part, elle oblige le tiers contractant en Belgique qui veut avoir toute sécurité, à s'assurer que le navire acquis à l'étranger était, au moment de l'acquisition, quitte et libre de toutes charges d'après la loi étrangère. D'autre part, elle l'astreint, s'il veut conserver les droits par lui acquis sur le navire, à prendre, nonobstant la vente de ce navire à un étranger, toutes les dispositions requises par la loi belge pour la conservation de ces droits.

SECTION I.

Des privilèges maritimes.

Les articles 23 et 24 s'occupent des privilèges maritimes. Le projet réduit considérablement ces privilèges.

On semble actuellement d'accord pour reconnaître que le nombre des privilèges admis par la loi belge est excessif et constitue un obstacle sérieux au développement du crédit maritime. L'hypothèque est primée par les privilèges; son effet est ainsi soumis à une perpétuelle incertitude, et cet inconvénient est d'autant plus grave que les privilèges ne sont pas rendus publics par l'inscription.

Dans cet ordre d'idées, l'association belge pour l'unification du droit maritime a proposé la suppression de toute une série de privilèges, notamment des privilèges des sommes dues aux fournisseurs (loi du 21 août 1879, art. 2, nos 9 et 10), des sommes avancées pour la construction du navire (art. 2, n° 11), des sommes dues au vendeur pour son prix (art. 2, n° 13), des primes d'assurance (art. 2, n° 12). (Rapport présenté à la conférence internationale de Hambourg de 1902.)

La suppression des privilèges des fournisseurs, du constructeur et du vendeur semble d'autant plus justifiée que les intéressés peuvent aisément, en contractant une hypothèque pour sûreté de leurs droits, s'assurer une garantie conventionnelle. La suppression du privilège de la prime d'assurance, en tant que cause de préférence spéciale, s'explique parfaitement par les considérations qu'a présentées M. Delbeke dans la note explicative qui précédait le texte des amendements déposés par lui le 6 mars 1898 : « La prime d'assurance n'est pas dans les conditions voulues pour justifier une préférence. En effet, de deux choses l'une : ou le bateau n'a pas fait d'avarie et alors l'assurance n'a augmenté en rien la somme à distribuer ; ou il a fait des avaries et l'assureur aura soin de retenir sur l'indemnité le montant de la prime ; celui-ci liquide et exigible, se compensant de plein droit avec la créance de l'assuré ».

Conformément à la proposition de loi de MM. Beernaert, Delbeke et Van den Broeck, le projet supprime, en conséquence, tous les privilèges prémentionnés.

Les causes de préférence qui subsistent ne paraissent pas devoir constituer un obstacle grave au crédit, soit parce qu'il s'agit de créances minimales ou dont l'existence se présume par leur nature même, soit parce que les faits qui donnent naissance au privilège sont généralement connus dans le port d'attache, où le prêteur qui veut prendre hypothèque peut en avoir connaissance.

Une autre réforme réalisée par l'article 23 consiste à étendre les privilèges et les hypothèques au fret non payé.

La créance du fret est un accessoire du navire. Il semble, dès lors, rationnel d'étendre les avantages du privilège au fret non encaissé au moment de la saisie. C'est l'application au droit maritime du système suivi en matière immobilière et consacré par les articles 104 de la loi du 16 décembre 1851 et 22 et 23 de la loi du 15 août 1854. C'est également le système admis par la législation maritime anglaise.

SECTION II.

De l'hypothèque maritime.

Les articles 25 à 36 règlent l'hypothèque maritime. Ces articles ne donnent lieu, en général, à aucune observation spéciale. Ils établissent le principe de l'hypothèque maritime et soumettent la publicité de ce droit à

certaines règles spéciales, indépendamment des dispositions générales édictées par le chapitre II pour tous les droits réels indistinctement.

Il importe seulement de noter certaines dispositions qui constituent des dérogations à la législation actuelle :

1° Pas plus qu'il ne l'a fait pour la vente des navires, le projet ne maintient, pour la constitution de l'hypothèque maritime, la nécessité d'un écrit. Les motifs qui justifient la suppression de cette condition ont été exposés plus haut. Il n'y a pas lieu d'y revenir.

2° *L'article 32* fixe à cinq ans, au lieu de trois ans, le terme pendant lequel l'inscription conserve l'effet de l'hypothèque. Il faut éviter au créancier l'inconvénient de renouvellements trop fréquents.

3° *Les articles 33 et 35* soumettent la publicité des actes emportant cession d'un droit d'hypothèque ainsi que les radiations et réductions des inscriptions à une formalité spéciale, lorsque l'acte qui les constate est fait sous seing privé. Ils exigent dans ce cas, pour l'accomplissement de la formalité, la représentation du titre constitutif de l'hypothèque revêtu de la relation de son inscription. La représentation du titre constitutif est une garantie de la sincérité du consentement du cessionnaire ou du créancier.

La disposition dont il s'agit est empruntée à l'article 20 de la loi du 18 avril 1884 sur les prêts agricoles. Elle est rendue applicable, comme il convient, au cas où l'acte de cession, de radiation ou de réduction est authentique, s'il a été passé en vertu d'un mandat sous seing privé ou s'il a été fait à l'étranger dans les formes admises par la loi étrangère.

SECTION III.

De l'extinction des privilèges et des hypothèques.

Les articles 37 à 42, qui s'occupent de ces points, ne demandent aucune explication. Ils se bornent à combiner et à rassembler les dispositions de la loi du 21 août 1879 et celles de la loi du 16 décembre 1881 applicables à la matière.

CHAPITRE IV.

DE LA PUBLICITÉ DES DOCUMENTS HYPOTHÉCAIRES ET DE LA RESPONSABILITÉ DES CONSERVATEURS.

L'article 43 crée, pour la constatation des remises de pièces présentées en matière navale, un registre de dépôts particulier.

La tenue d'un registre spécial aura pour effet de rendre complètement distinctes les formalités relatives à la publicité des droits réels sur les navires et celles relatives à la publicité des mêmes droits sur les immeubles.

L'article 44 attribue au pouvoir réglementaire la mission de déterminer

les règles relatives à la tenue du registre matricule et à la forme des inscriptions. Ce sont là de purs détails d'exécution qui ne paraissent pas devoir être fixés par le législateur.

L'article 45 correspond à l'article 127 de la loi hypothécaire. En vertu de ce texte, tout requérant peut obtenir copie ou extrait du registre matricule constatant la situation hypothécaire du navire, ainsi que la copie des documents eux-mêmes déposés dans les archives du conservateur à fin d'immatriculation ou d'inscription.

ARTICLE 2.

Cet article rétablit l'ordre des titres de la loi maritime et la suite régulière des numéros des articles. Il est la conséquence naturelle des dispositions nouvelles du projet qui sont intercalées, d'après un ordre rationnel, dans la loi de 1879.

Le troisième alinéa abroge l'article 235 de la loi de 1879, en tant qu'il soumet les actions dérivant d'un contrat d'hypothèque maritime à une prescription spéciale de trois ans. Il n'existe aucune raison pour que l'hypothèque, garantie accessoire d'une créance, soit soumise à une prescription indépendante de celle-ci.

ARTICLE 3.

L'article 5 formule une disposition transitoire que rend nécessaire l'adoption du nouveau mode de publicité établi par le projet. Celui-ci, substituant l'inscription au nom du navire à l'inscription au nom du propriétaire, il importe, tant pour la facilité des recherches que pour la régularité de la tenue des registres, de reporter, au registre matricule nouveau, tous les actes constatant des droits subsistants sur des navires.

Cette inscription nouvelle devra se faire dans les trois ans à compter du jour où la loi deviendra obligatoire. Tous actes admis à la transcription sous l'empire de la loi du 21 août 1879 cesseront d'être opposables aux tiers si, à l'expiration de ce délai, ils n'ont pas été inscrits conformément aux dispositions de la loi nouvelle.

Toutefois, le texte même de ces actes se trouvant reproduit dans les registres de transcriptions déposés au bureau de la conservation des hypothèques, l'inscription nouvelle pourra se faire sur la simple production d'une requête en double indiquant l'acte dont l'inscription est demandée.

Quant aux hypothèques concédées sous l'empire de la loi de 1879, le législateur n'a pas à s'en préoccuper. La péremption de l'inscription par trois ans (art. 145 de la loi de 1879) assure l'apurement complet des charges hypothécaires dont les navires seraient actuellement grevés.

ARTICLE 4.

L'article 4 contient l'ensemble des règles relatives au régime de la batellerie. Suivant l'exemple du législateur néerlandais, le projet, après avoir réglé la législation maritime, en fait l'application, dans un titre spécial, à la matière fluviale. Le livre II de notre code de commerce se complétera ainsi par un titre final intitulé : « Des bateaux ».

L'article 253 de ce nouveau titre donne la définition des bateaux. Cette définition concorde avec celle que l'article 1^{er} du projet donne pour les navires.

L'article 254 rend applicable aux bateaux les dispositions du titre 1^{er} de la loi maritime révisée.

Selon la terminologie en vigueur, le *procès-verbal* de jaugeage prend la place du *certificat* de jaugeage, visé par les articles 4, 6 et 7 du chapitre 1^{er} du titre 1^{er}.

Pas plus que pour les navires, il n'y a lieu de rendre obligatoire la publicité des droits réels existants sur les bateaux.

Autre chose est l'immatriculation hypothécaire, autre chose l'immatriculation administrative réglée par l'arrêté royal du 27 mars 1899.

De même qu'en matière maritime, un seul bureau est institué pour l'inscription des droits concédés sur les bateaux.

Ainsi qu'il a été dit pour les navires, dans l'exposé des motifs des amendements déposés en 1877 par M. De Lantsheere, Ministre de la Justice, l'unité de bureau s'explique par la nécessité de sauvegarder les intérêts des créanciers. Le navire inscrit comme appartenant à un port d'attache peut s'en séparer et passer à un autre port. Dès lors, à défaut d'unité de bureau, toute sécurité disparaîtrait pour les créanciers.

Le fait est que la multiplicité des bureaux nécessiterait des annotations, des transcriptions et des communications de documents compliqués de bureau à bureau, chaque fois qu'un navire viendrait à changer son port d'attache.

Au surplus, les formalités à remplir ne se reproduisent pas tous les jours; elles peuvent se faire aisément non seulement par l'intéressé, mais par toute personne agissant en son nom; elles peuvent même être accomplies sur le simple envoi des pièces par la poste. Toutes ces considérations, comme d'ailleurs l'exiguïté du territoire et la facilité des communications, justifient entièrement, semble-t-il, pour la navigation fluviale, une mesure qui a été sans inconvénient en matière maritime.

Le choix de la conservation de Bruxelles s'explique par sa situation topographique : située au cœur du pays, la capitale est également le centre de toutes nos voies de communication.

Le projet apporte certaines dérogations à la loi maritime, en ce qui con-

cerne les créances privilégiées sur les bateaux. Il s'inspire, à cet égard, des dispositions de la proposition de loi de MM. Beernaert et consorts.

L'article 255 applique à la navigation intérieure les dispositions du chapitre 1^{er} du titre II du livre II du Code de Commerce, relatives à la responsabilité des propriétaires des navires.

Toutefois, dans l'intérêt de la navigation intérieure et à raison de ce fait spécial que le patron d'un bateau en est souvent en même temps le propriétaire, il étend la faculté d'abandon. Sauf le cas de dol, la faculté de se libérer par abandon appartient même à celui qui est à la fois propriétaire et patron du bateau pour le dommage causé par lui dans l'exercice de ses fonctions de patron.

Les dispositions du code de commerce qui régissent les équipages ne sont pas étendues à la navigation intérieure. Ces règles sont spéciales à la navigation maritime.

Les droits et les obligations du patron et des gens de l'équipage, en ce qui concerne la navigation intérieure, sont régis par le droit commun et notamment par les dispositions du contrat de louage de services. Seuls, les articles 51, 59 et 60 (art. 12, 20 et 21 de la loi du 21 août 1879) sont rendus applicables à la navigation intérieure. Ces articles, qui déterminent la responsabilité du capitaine, peuvent sans inconvénient être étendus aux bateaux.

L'article 256 soumet les transports par bateaux, non aux textes du code de commerce applicables aux navires (livre II, titres III et IV de la loi du 21 août 1879), mais aux dispositions de la loi du 25 août 1891 relatives au contrat de transport. Ce sont ces dispositions qui régissent déjà les transports par navigation intérieure; il n'existe aucune raison pour innover; ainsi, en est-il dans la proposition de loi de MM. Beernaert, Delbeke et Van den Broeck et dans le code néerlandais.

Les articles 257, 259 et 260 renvoient, en principe, à toutes les dispositions du code maritime en ce qui concerne l'avarie commune, l'assurance fluviale et l'abordage.

Enfin, *l'article 261* se borne à fixer le délai de prescription. Quant aux dispositions qui concernent le contrat à la grosse et les fins de non-recevoir, elles sont absolument spéciales à la navigation maritime.

*
*,

Telle est, Messieurs, l'économie du projet de loi que le gouvernement a l'honneur de soumettre à vos délibérations.

Les dispositions de ce projet appellent un complément nécessaire. La saisie et la vente forcée des navires sont encore régies aujourd'hui par les dispositions des articles 197 à 215 de l'ancien code de commerce. La saisie et la

vente des bateaux le sont par les dispositions du titre VIII du livre V du code de procédure civile et spécialement par l'article 620 de ce code.

Il est impossible de maintenir cette situation créée à une époque où l'hypothèque n'existait ni pour la navigation maritime, ni pour la navigation fluviale.

L'expropriation forcée des navires et des bateaux fera donc l'objet d'un projet de loi qui sera déposé à brève échéance.

*Le Ministre des Finances
et des Travaux publics,*
C^o DE SMET DE NAEYER.

Le Ministre de la Justice,
J. VAN DEN HEUVEL.

(16)

PROJET DE LOI.**WETSONTWERP.****LÉOPOLD II,****ROI DES BELGES,**

A tous présents et à venir, Salut.

Sur la proposition de Nos Ministres des Finances et des Travaux publics et de la Justice,

NOUS AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :

Notre Ministre de la Justice est chargé de présenter en Notre nom, aux Chambres législatives, le projet de loi dont la teneur suit :

ARTICLE PREMIER.

Les titres I^{er} et V de la loi du 21 août 1879 formant le livre II du Code de commerce sont abrogés et remplacés par les dispositions suivantes :

TITRE I^{er}.

Des navires et autres bâtiments de mer.

CHAPITRE I^{er}.**DES NAVIRES ET DE LEUR IMMATRICULATION.****ARTICLE PREMIER.**

Sont considérés comme navires, pour l'application de la présente loi, tous bâtiments qui font ou sont destinés à faire habituellement en mer le transport des personnes ou des choses, la pêche, le remorquage ou toute autre opération lucrative de navigation.

LEOPOLD II,**KONING DER BELGEN,**

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, Heil !

Op voorstel van Onze Ministers van Financiën en Openbare Werken en van Justitie,

WIJ HEBBEN BESLOTEN EN WIJ BESLUITEN :

Onze Minister van Justitie is belast met in Onzen naam aan de Wetgevende Kamers het wetsontwerp aan te bieden waarvan de inhoud volgt :

EERSTE ARTIKEL.

De titels I en V der wet van 21 Augustus 1879, zijnde boek II van het Wetboek van koophandel, zijn ingetrokken en door de navolgende bepalingen vervangen :

EERSTE TITEL.

Van zeeschepen en andere zeevaartuigen.

EERSTE HOOFDSTUK.**VAN ZEESCHEPEN EN HUNNE TEBOEKSTELLING.****EERSTE ARTIKEL.**

Met het oog op de toepassing dezer wet, worden als zeeschepen aanzien alle vaartuigen gewoonlijk gebruikt of bestemd tot het vervoer van personen of zaken, tot vissen, sleepen, of tot elke andere winstgevende verrichting van scheepvaart op de zeewateren.

ART. 2.

Les navires sont meubles. Néanmoins, ils ne sont pas soumis à la règle suivant laquelle, en fait de meubles, la possession vaut titre.

ART. 3.

Les navires qui portent pavillon belge ou qui sont en construction en Belgique, peuvent, à la demande des intéressés, être immatriculés au bureau de la conservation des hypothèques à Anvers.

ART. 4.

L'immatriculation a lieu sur la production au conservateur des hypothèques du certificat de jaugeage et d'un duplicata de ce document.

Le conservateur mentionne dans un registre *ad hoc* sous un numéro spécial :

1° La lettre, le numéro, le lieu et la date du certificat de jaugeage;

2° Le nom et le mode de puissance motrice du navire, les matériaux de sa coque, la date de sa construction, ses dimensions, son tonnage et, s'il s'agit d'un navire à vapeur, le nombre de chevaux nominaux de sa machine motrice.

ART. 5.

L'immatriculation d'un navire en construction a lieu sur la présentation au conservateur d'une requête en double.

Le conservateur mentionne sur son registre sous un numéro spécial :

1° La date de la requête;

2° L'emplacement de la mise sur chantier du navire, son nom, le mode de puissance motrice du bâtiment, les matériaux de sa coque, ses dimensions et son tonnage présumés et, s'il s'agit d'un navire à vapeur, le nombre de chevaux nominaux de sa machine motrice.

ART. 2.

Zeeschepen zijn roerende goederen. Echter vallen zij niet onder den regel volgens denwelken, waar het roerende goederen betreft, bezit als titel geldt.

ART. 5.

Schepen die de belgische vlag voeren of die in België in aanbouw zijn, kunnen, op aanvraag der belanghebbenden, teboekgesteld worden ten kantore der hypotheekbewaring te Antwerpen.

ART. 4.

De teboekstelling geschiedt op overlegging bij den hypotheekbewaarder van den meetbrief en van een dubbel van dat stuk.

De bewaarder vermeldt in een daartoe bestemd register, onder een bijzonder nummer :

1° De letter, het nummer, de plaats en den datum van den meetbrief;

2° Den naam en den aard der drijfkraft van het schip, de materialen zijner romp, den datum van zijn bouw, zijne afmetingen, zijne tonnemaat en, is het een stoomschip, het aantal der nominale paardenkrachten van zijn stoomtuig.

ART. 5.

De teboekstelling van een in aanbouw zijnde schip geschiedt op overlegging, bij den bewaarder, van eene aanvraag in dubbel.

De bewaarder vermeldt in zijn register onder een bijzonder nummer :

1° Den datum der aanvraag;

2° De plaats waar het schip op stapel is gezet, zijn naam, den aard der drijfkraft van het vaartuig, de materialen zijner romp, zijne vermoedelijke afmetingen en tonnemaat en, is het een stoomschip, het aantal der nominale paardenkrachten van zijn stoomtuig.

ART. 6.

Les changements qui surviennent dans les faits prévus sous le n° 2° des deux articles précédents, sont portés au registre matricule, à la suite de la première annotation, sur la production du certificat de jaugeage qui constate ces changements et d'un duplicata de ce document.

Tout nouveau certificat de jaugeage doit rappeler les certificats antérieurs, par la désignation de leur lettre, de leur numéro, de leur date et du nom du navire auquel ils s'appliquent.

ART. 7.

Le conservateur certifie, au pied du certificat de jaugeage ou, le cas échéant, de l'un des doubles de la requête, qu'il a fait l'annotation requise, dont il indique la date et le numéro, et il restitue la pièce à l'intéressé.

CHAPITRE II.

DE LA PUBLICITÉ DES DROITS RÉELS
CONCÉDÉS SUR LES NAVIRES.

ART. 8.

Les actes et jugements faisant preuve d'une convention constitutive, translatrice, déclarative ou extinctive d'un droit réel, autre qu'un privilège, sur un navire construit ou en construction, sont inscrits au bureau de la conservation des hypothèques désigné sous l'article 3; jusque-là ils ne peuvent être opposés aux tiers.

ART. 9.

Sont également inscrites au dit bureau, les demandes tendant à faire déclarer la résolution, la révocation ou l'annulation d'une convention rentrant dans les termes de l'article précédent, et les décisions rendues sur ces demandes.

Ces demandes ne sont recevables que si

ART. 6.

De veranderingen die voorkomen in de onder n° 2° van de twee voorgaande artikelen bedoelde feiten, worden in het register van teboekstelling vermeld achter de eerste aantekening, op overlegging van den meetbrief waarbij de wijzigingen vastgesteld zijn en van een dubbel van dat stuk.

In iederen nieuwen meetbrief moeten de vroegere meetbrieven aangehaald zijn, door opgave van hunne letter, hun nummer, hun datum en van den naam van het schip waarop zij betrekking hebben

ART. 7.

Onderaan den meetbrief of, zoo het pas geeft, onderaan een der dubbels van de aanvraag, bevestigt de bewaarder dat hij de gevraagde aantekening gedaan heeft, waarvan hij datum en nummer aanduidt, en hij geeft het stuk aan den belanghebbende terug.

HOOFDSTUK II.

VAN BEKENDMAKING DER OP ZEESCHEPEN
VERLEENDE ZAKELIJKE RECHTEN.

ART. 8.

De akten en vonnissen die tot bewijs strekken van eene overeenkomst tot vestiging, tot overdracht, tot verklaring of tot te niet gaan van een zakelijk recht, dat geen voorrecht is, op een reeds gebouwd of in aanbouw zijnde zeeschip, worden ingeschreven aan het onder artikel 3 aangewezen kantoor der hypotheekbewaring; tot dan toe kunnen ze aan derden niet worden tegengesteld.

ART. 9.

Worden eveneens ten gemelden kantore ingeschreven, de aanvragen die er toe strekken de onthinding, de herroeping of de vernietiging eener in de bewoordingen van het voorgaand artikel vallende overeenkomst te doen verklaren, alsmede de op die aanvragen gegeven beslissingen.

Die aanvragen zijn slechts ontvankelijk

elles ont été inscrites. L'exception doit être supplée d'office par le juge et elle peut être opposée en tout état de cause.

Les greffiers ne peuvent, sous peine de tous dommages-intérêts, délivrer aucune expédition du jugement, avant qu'il leur ait été justifié que le jugement a été inscrit.

ART. 10.

Les actes sous seing privé et les actes authentiques sont admis à l'inscription

ART. 11.

Aucun acte n'est admis à l'inscription si le navire auquel il se rapporte n'est pas immatriculé.

ART. 12.

L'inscription prévue par l'article 8 est faite au registre matricule sur la présentation, au conservateur des hypothèques, de l'acte soumis à la publicité, s'il est sous seing privé, et d'une expédition de cet acte, s'il est authentique.

Si l'acte est sous seing privé, il est présenté en deux originaux dont l'un est exempt du timbre. S'il est authentique, il est joint à l'expédition une copie certifiée, exempte du timbre.

ART. 13.

Le conservateur des hypothèques mentionne sur le registre matricule :

1° La date de l'acte ;

2° La nature de l'acte et, s'il est authentique, la désignation de l'officier public ou du tribunal dont il émane ;

3° Les noms, prénoms, professions et domiciles des parties ;

4° La nature de la convention et ses éléments principaux.

indien zij ingeschreven geworden zijn. Wordt de exceptie niet ingeroepen, dan zal daarin door den rechter worden voorzien en zij kan tegengesteld worden in elken stand der zaak.

De griffiers mogen, op straf van alle schadeloosstellingen, geene expeditie van het vonnis afleveren, vooraleer hun het bewijs geleverd zij dat het vonnis ingeschreven werd.

ART. 10.

Onderhandsche akten en authentieke akten worden ter inschrijving aangenomen.

ART. 11.

Geene akte wordt ter inschrijving aangenomen zoo het schip waarop zij betrekking heeft niet teboekgesteld is.

ART. 12.

De in artikel 8 bedoelde inschrijving wordt in het register van teboekstelling gedaan op overlegging, bij den hypotheekbewaarder, van de aan bekendmaking onderworpen akte, zoo het eene onderhandsche akte is, en van eene expeditie dier akte, zoo het eene authentieke akte is.

Is de akte eene onderhandsche, dan wordt zij in twee origineelen overgelegd waarvan een vrij is van het zegel. Is de akte eene authentieke, dan wordt aan de expeditie een gewaarmerkt afschrift, vrij van zegel, toegevoegd.

ART. 13.

De hypotheekbewaarder vermeldt in het register van teboekstelling :

1° Den datum der akte ;

2° Den aard der akte en, zoo het eene authentieke akte is, de aanduiding van den openbaren ambtenaar of de rechtbank waarvan zij uitgaat ;

3° Namen, voornamen, beroep en woonplaatsen der partijen ;

4° Den aard der overeenkomst en hare voornaamste gegevens.

ART. 14.

Le conservateur, après avoir opéré l'inscription, remet au requérant l'expédition du titre s'il est authentique et l'un des originaux s'il est sous seing privé. Il certifie au pied de l'acte avoir fait l'inscription, dont il indique la date et le numéro.

La copie certifiée de l'acte authentique ou l'original exempt du timbre, si l'acte est sous seing privé, restent déposés au bureau.

ART. 15.

Si l'acte soumis à inscription est fait par le capitaine en cours de voyage, la formalité peut être accomplie sur le vu d'un télégramme contenant les indications mentionnées dans l'article 13.

Cette formalité opère tous ses effets légaux à condition que, dans les trois mois à compter de l'inscription du télégramme, l'acte soit présenté au conservateur des hypothèques pour être soumis à l'inscription.

ART. 16.

L'inscription exigée par l'article 9 est faite au registre matricule sur la présentation au conservateur :

1° S'il s'agit d'une demande en justice, de deux extraits contenant les noms, prénoms, professions et domiciles des parties, les droits dont la résolution, la révocation ou l'annulation est demandée et le tribunal qui doit connaître de l'action ;

2° S'il s'agit d'un jugement, de deux extraits délivrés par le greffier, contenant les noms, prénoms, professions et domiciles des parties, le dispositif de la décision et le tribunal ou la cour qui l'a rendue.

Le conservateur remet au requérant un des extraits sur lequel il certifie que l'inscription a été faite.

A défaut d'immatriculation du navire auquel se rapporte la demande de résolution,

ART. 14.

Na de inschrijving gedaan te hebben, overhandigt de bewaarder aan den aanvrager de expeditie van den titel, zoo deze een authentieke is, en een der origineelen, zoo het een onderhandsche is. Onderaan de akte bevestigt hij dat de inschrijving, waarvan hij datum en nummer opgeeft, door hem gedaan werd.

Het gewaarmerkt afschrift der authentieke akte of het origineel vrij van zegel, zoo de akte eene onderhandsche is, blijven ten kantore berusten.

ART. 15.

Wordt de aan inschrijving onderworpen akte door den kapitein tijdens de reis opge maakt, dan kan de formaliteit vervuld worden op vertoon van een telegram inhoudende de in artikel 13 bedoelde opgaven.

Die formaliteit bewerkt al hare wettelijke gevolgen mits, binnen drie maanden na de inschrijving van het telegram, de akte overgelegd worde bij den hypotheekbewaarder om ingeschreven te worden.

ART. 16.

De bij artikel 9 vereischte inschrijving wordt gedaan in het register van teboekstelling op overlegging bij den bewaarder :

1° Zoo het een eisch in rechte geldt, van twee uittreksels vermeldende namen, voornamen, beroep en woonplaatsen der partijen, de rechten welker ontbinding, herroeping of vernietiging gevraagd wordt en de rechtbank die de zaak te behandelen heeft ;

2° Zoo het een vonnis geldt, van twee door den griffier verstrekte uittreksels, vermeldende namen, voornamen, beroep en woonplaatsen der partijen, het dispositief der beslissing en de rechtbank die of het hof dat deze gegeven heeft.

De bewaarder overhandigt aan den aanvrager een der uittreksels waarop hij bevestigt dat de inschrijving gedaan werd.

Is het schip waarop de aanvraag tot ontbinding, tot herroeping of tot vernietiging

de révocation ou d'annulation, le conservateur se borne à constater la remise des dits extraits au registre de dépôts, sauf à faire l'inscription si l'immatriculation est ultérieurement requise.

ART. 17.

Si plusieurs titres soumis à la publicité ont été présentés le même jour à la conservation des hypothèques, la préférence se détermine d'après le numéro d'ordre sous lequel la remise des titres aura été mentionnée par le conservateur au registre de dépôts.

ART. 18.

L'omission de l'une ou de plusieurs des formalités prescrites par les articles qui précèdent n'entraîne pas la nullité de l'inscription, à moins qu'il n'en soit résulté un préjudice pour les tiers.

CHAPITRE III.

DES PRIVILÈGES ET HYPOTHÈQUES MARITIMES.

ART. 19.

Les droits de préférence entre les créanciers d'un navire résultent soit de privilèges, soit d'hypothèques. Les privilèges sont attachés à la qualité de la créance; ils priment toujours les hypothèques.

ART. 20.

Les créanciers ayant privilège ou hypothèque inscrite sur un navire le suivent, en quelques mains qu'il passe, pour être colloqués et payés suivant l'ordre de leurs créances ou inscriptions.

betrekking heeft, niet teboekgesteld, dan bepaalt zich de bewaarder erbij de overlegging der bedoelde uittreksels in het register der nederleggingen vast te stellen, behoudens de inschrijving te doen zoo de teboekstelling later gevraagd wordt.

ART. 17.

Indien verschillende aan bekendmaking onderworpen titels denzelfden dag ter hypotheekbewaring werden aangeboden, wordt de voorrang bepaald volgens het volgnummer waaronder de overlegging der titels door den bewaarder in het register der nederleggingen werd vermeld.

ART. 18.

Verzuim van een of meer van de bij de voorgaande artikelen opgelegde formaliteiten, brengt de nietigheid der inschrijving niet mede, tenzij er voor derden een nadeel uit voortgesproten zij.

HOOFDSTUK III.

VAN VOORRECHTEN EN HYPOTHEKEN OP ZEESCHEPEN.

ART. 19.

De rechten van voorrang onder de schuldeischers van een zeeschip vloeien voort hetzij uit voorrechten, hetzij uit hypotheken. De voorrechten zijn afhankelijk van de hoedanigheid der schuldvordering; zij hebben altijd den voorrang boven de hypotheken.

ART. 20.

De schuldeischers die op eenig zeeschip een voorrecht of eene ingeschreven hypotheek hebben, vervolgen hun recht op dat schip in welke handen het overga, om gerangschikt en betaald te worden volgens de orde hunner schuldvorderingen of inschrijvingen.

ART. 21.

Faute par le tiers détenteur de payer les dettes privilégiées et hypothécaires, dans les termes et délais accordés au débiteur, ou de remplir les formalités qui seront établies ci-après pour purger sa propriété, chaque créancier a le droit de faire vendre sur lui le navire grevé.

ART. 22.

Le changement de nationalité ne préjudicie pas aux droits existants sur le navire. L'étendue de ces droits est réglée par la loi du pavillon que portait légalement le navire au moment où s'est opéré le changement de nationalité.

SECTION I^{re}.*Des privilèges maritimes.*

ART. 23.

Sont privilégiées, sur le navire et sur le fret, dans l'ordre où elles sont rangées, les créances ci-après désignées :

1° Les frais de justice et autres faits pour parvenir à la vente et à la distribution du prix;

2° Les droits de navigation établis conformément à la loi, ainsi que les frais de remorquage;

3° Les gages du gardien et frais de garde du bâtiment, depuis son entrée dans le port jusqu'à la vente;

4° Le loyer des magasins où se trouvent déposés les agrès et les appareils;

5° Les frais d'entretien du bâtiment et de ses agrès et appareils depuis son entrée dans le port;

6° Les frais et indemnités dus à l'occasion du sauvetage ou de l'assistance maritime pour le dernier voyage;

7° Les loyers et gages du capitaine et autres gens de l'équipage, employés depuis l'ouverture du dernier rôle d'équipage, quel

ART. 21.

Zoo de derde bezithouder de bevoorrechte en hypothecaire schulden niet betaald heeft binnen de tijdsbestekken en uitstellen aan den schuldenaar verleend, of zoo hij verzuimt de formaliteiten te vervullen die verder zullen bepaald worden tot zuivering van zijn eigendom, dan heeft ieder schuldeischer het recht het bezwaarde schip te zijnen nadeele te doen verkoopen.

ART. 22.

Verandering van nationaliteit benadeelt de rechten niet waarmede het schip bezwaard is. De uitgestrektheid van deze rechten wordt geregeld door de wet van de vlag die het schip wettig voerde wanneer de verandering van nationaliteit bewerkt werd.

I^o AFDEELING.*Voorrechten op zeeschepen.*

ART. 23.

Op het schip en op de scheepshuur zijn bevoorrecht de na te melden schuldvorderingen, in de orde waarin ze zijn gerangschikt :

1° De gerechtskosten en andere kosten gedaan om te geraken tot den verkoop en de verdeeling van den prijs;

2° De overeenkomstig de wet gestelde scheepvaartrechten, alsmede de kosten voor het sleepen;

3° Het dienstloon van den bewaker en de kosten voor bewaking van het schip, sedert het de haven binnenliep tot den verkoop;

4° De huur van bergplaatsen waar zeil en treil worden ondergebracht;

5° De kosten van onderhoud van het schip, van zeil en treil, sedert het de haven binnenliep;

6° De kosten en vergoedingen verschuldigd wegens het redden of het uit den nood helpen in zee tijdens de laatste reis;

7° Het huur- en dienstloon van den kapitein en de scheepslieden die in dienst zijn sedert het opmaken der laatste scheepsrol,

que soit le mode de rémunération de leurs services ;

8° Les sommes prêtées au capitaine pour les besoins du bâtiment pendant le dernier voyage et le remboursement du prix des marchandises par lui vendues pour le même objet ;

9° Les dommages-intérêts dus aux affréteurs pour défaut de délivrance des marchandises qu'ils ont chargées ou pour remboursement des avaries souffertes par les dites marchandises par la faute du capitaine ou de l'équipage ;

10° Les dommages-intérêts dus pour cause d'abordage.

Les créanciers privilégiés qui sont dans le même rang, viennent en concurrence et au marc le franc en cas d'insuffisance du prix.

Néanmoins, entre créances comprises sous les n° 6, 8 et 9, celles qui résultent d'une cause plus récente priment celles qui sont nées d'une cause antérieure.

ART. 24.

Le privilège accordé aux créances énoncées dans le précédent article ne peut être exercé que si elles sont justifiées dans les formes suivantes :

1° Les frais de justice, au moyen des états de frais arrêtés par les juges ou tribunaux compétents ;

2° Les droits de navigation et autres, au moyen de quittances délivrées par les receveurs ;

3° Les frais de remorquage et les créances désignées par les n° 3, 4 et 5 de l'article 25, au moyen d'états arrêtés par le président du tribunal de commerce ;

4° Les gages et loyers de l'équipage, au moyen des rôles d'équipage et de licenciement arrêtés dans les bureaux du commissaire maritime ;

5° Les sommes prêtées et la valeur des marchandises vendues pour les besoins du navire pendant le dernier voyage, au moyen d'états arrêtés par le capitaine et appuyés de procès-verbaux qui constatent la nécessité

op welke wijze ook hunne diensten worden bezoldigd ;

8° De gelden aan den kapitein geleend voor de behoeften van het schip tijdens de laatste reis en de terugbetaling van den prijs der koopwaren met hetzelfde doel door hem verkocht ;

9° De schadeloosstellingen aan de bevrachters verschuldigd wegens niet aflevering van door hen ingeladen koopwaren of wegens terugbetaling van aan die koopwaren overkomen avarij door de schuld van den kapitein of van het scheepsvolk ;

10° De schadeloosstellingen verschuldigd wegens aanvaring.

De bevoorrechte schuldeischers die denzelfden rang innemen, komen in samen-deeling en pondspoudsgewijze bij ontoereikendheid van den prijs.

Echter zijn, onder de schuldvorderingen bedoeld in n° 6, 8 en 9, diegene welke uit eene latere aanleiding voortkomen, bevoorrecht boven die welke uit eene vroegere aanleiding ontstonden.

ART. 24.

Van het voorrecht aan de in het voorgaande artikel bedoelde schuldvorderingen verleend, kan slechts gebruik worden gemaakt wanneer zij als volgt gestaafd zijn :

1° De gerechtskosten, door staten van kosten door de bevoegde rechters of rechtbanken vastgesteld ;

2° De scheepvaartrechten en andere, door kwijtschriften afgeleverd door de ontvangers ;

3° De kosten voor sleepen en de schuldvorderingen bedoeld in n° 3, 4 en 5 van artikel 25, door staten vastgesteld door den voorzitter der rechtbank van koophandel ;

4° Het huur- en dienstloon van het scheepsvolk, door de scheeps- en afdankingsrollen ten kantore van den waterschout opgemaakt ;

5° De geleende gelden en de waarde der voor de behoeften van het schip tijdens de laatste reis verkochte koopwaren, door staten vastgesteld door den kapitein en gesteund op processen-verbaal tot bevestiging van de

des emprunts et sont signés par le capitaine et les principaux de l'équipage.

6° Les frais et indemnités dus à l'occasion du sauvetage ou de l'assistance maritime, les dommages-intérêts dus aux affréteurs et ceux pour cause d'abordage, au moyen des jugements ou des sentences arbitrales qui sont intervenues ou au moyen de réglemens arrêtés entre les parties et approuvés par le président du tribunal de commerce.

SECTION II.

De l'hypothèque maritime.

ART. 25.

Les navires peuvent être hypothéqués par la convention des parties.

Les articles 73, 74 et 75 de la loi du 16 décembre 1851 sont applicables à l'hypothèque maritime.

ART. 26.

L'hypothèque maritime n'est valable que si elle est consentie sur des bâtimens spécialement désignés et pour une somme déterminée.

Elle peut être constituée sur un navire en construction.

Sont applicables l'article 79 et les cinq derniers alinéas de l'article 80 de la loi du 16 décembre 1851.

ART. 27.

L'hypothèque maritime s'étend, à moins de convention contraire, aux agrès, appareils, machines et autres accessoires. Elle s'étend également au fret.

ART. 28.

L'hypothèque garantit, au même rang que le capital, trois années d'intérêt.

noodwendigheid der ontleeningen, geteekend door den kapitein en door de bijzondersten onder het scheepsvolk;

6° De kosten en vergoedingen verschuldigd wegens het redden of uit den nood helpen in zee van het schip, de schadeloosstellingen verschuldigd aan bevrachters en die wegens aanvaring, door vonnissen of door scheidsrechterlijke uitspraken die mochten gegeven geweest zijn, of door regelingen tusschen partijen vastgesteld en door den voorzitter der rechtbank van koophandel goedgekeurd.

II° AFDEELING.

Van hypotheek op zeeschepen.

ART. 25.

Zeeschepen kunnen met hypotheek bezwaard worden bij overeenkomst der partijen.

De artikelen 73, 74 en 75 der wet van 16 December 1851 zijn van toepassing op de hypotheek op zeeschepen.

ART. 26.

De hypotheek op zeeschepen is alleen dan geldig wanneer zij bewilligd is op in 't bijzonder aangewezen vaartuigen en voor eene bepaalde som.

Zij kan gevestigd worden op een in aanbouw zijnde zeeschip.

Van toepassing zijn artikel 79 en de laatste vijf alinea's van artikel 80 der wet van 16 December 1851.

ART. 27.

Behoudens strijdig beding, strekt zich de hypotheek op zeeschepen uit tot zeil en treil, de machine's en andere toebehooren. Ook strekt zij zich uit tot de scheepshuur.

ART. 28.

De hypotheek waarborgt, op denzelfden rang als de hoofdsom, drie jaren interest.

ART. 29.

L'hypothèque peut être inscrite tant qu'elle existe.

En cas de mort du débiteur, l'inscription doit être faite dans les trois mois de l'ouverture de la succession.

L'inscription ne peut plus être prise après l'inscription de l'acte d'aliénation, ni après la faillite du débiteur.

ART. 30.

Le titre constitutif de l'hypothèque contient élection de domicile par le créancier dans le lieu de la résidence du conservateur des hypothèques.

Celui-ci mentionne sur le registre matricule, outre les énonciations prescrites par l'article 13 :

1^o Le taux et l'échéance de l'intérêt ainsi que le terme du remboursement du capital;

2^o Le cas échéant, la stipulation de voie parée;

3^o L'élection de domicile.

A défaut d'élection de domicile, toutes significations et notifications relatives à l'inscription pourront être faites au procureur du roi de l'arrondissement.

Il est loisible à celui au profit duquel une inscription existe ou à ses représentants de changer le domicile élu, en suivant les formalités tracées par l'article 88 de la loi du 16 décembre 1851.

ART. 31.

Entre les créanciers hypothécaires, le rang s'établit par la date et, si la date est la même, par le numéro d'ordre de l'inscription.

ART. 32.

L'inscription conserve l'hypothèque pendant cinq ans à compter du jour de sa date.

ART. 29.

De hypotheek kan worden ingeschreven zoolang zij bestaat.

Bij overlijden van den schuldenaar, moet de inschrijving geschieden binnen drie maanden na het openvallen der nalatenschap.

Geene inschrijving mag meer genomen worden na de inschrijving der akte van vervreemding of na het faillissement des schuldenaars.

ART. 30.

De titel tot vestiging der hypotheek bevat woonstkeuze van den schuldeischer ter verblijfplaats van den hypotheekbewaarder.

Deze vermeldt in het register van teboekstelling, buiten de in artikel 15 opgelegde opgaven :

1^o Het bedrag en de vervaltijd van den interest alsook het tijdsip voor terugbetaling der hoofdsom;

2^o Als het pas geeft, het beding van onmiddellijke uitvoerbaarheid;

3^o De woonstkeuze.

Zoo geene woonstkeuze gedaan werd, mogen alle beteekeningen en aanzeggingen betreffende de inschrijving aan den procureur des konings van het arrondissement gedaan worden.

Aan dengene te wiens behoefte eene inschrijving gedaan is of aan zijne vertegenwoordigers staat het vrij de gekozen woonst te veranderen, mits inachtneming van de in artikel 88 der wet van 16 December 1851 gestelde formaliteiten.

ART. 31.

Onder hypothecaire schuldeischers wordt de rang door de dagteekening bepaald en, zoo de dagteekening dezelfde is, door het volgnummer der inschrijving.

ART. 32.

De inschrijving handhaaft de hypotheek gedurende vijf jaren, te rekenen van haren

Son effet cesse si l'inscription n'a pas été renouvelée avant l'expiration de ce délai.

L'inscription est renouvelée sur la présentation, au conservateur des hypothèques, d'une requête en double contenant l'indication précise de l'inscription à renouveler; sinon, elle ne vaudra que comme inscription première.

ART. 33.

Lorsque l'acte emportant cession d'un droit d'hypothèque est sous seing privé, le titre constitutif de l'hypothèque, revêtu de la relation de son inscription, doit être représenté au conservateur. Celui-ci y fait mention de la cession.

Il en est de même lorsque l'acte est authentique, s'il a été passé en vertu d'un mandat sous seing privé ou s'il a été fait à l'étranger dans les formes admises par la loi étrangère.

ART. 34.

En cas de perte ou d'innavigabilité du navire, les droits du créancier s'exercent sur les choses sauvées ou sur leur produit, alors même que la créance ne serait pas encore exigible.

L'inscription de l'hypothèque vaut opposition au paiement de l'indemnité d'assurance. Dans le cas de règlement d'avaries concernant le navire, le créancier hypothécaire peut intervenir pour la conservation de ses droits; il ne peut les exercer que dans le cas où l'indemnité, en tout ou en partie, n'aurait pas été ou ne serait pas employée à la réparation du navire.

ART. 35.

Les inscriptions sont rayées ou réduites du consentement des parties intéressées ayant capacité à cet effet, ou en vertu d'un jugement passé en force de chose jugée.

datum. Zij houdt op van kracht te zijn, indien de inschrijving vóór het verstrijken van dietermijn niet is vernieuwd geworden.

De inschrijving wordt vernieuwd op overlegging, bij den hypotheekbewaarder, van een verzoekschrift in dubbel bevattende de nauwkeurige aanduiding van de te vernieuwen inschrijving; zoo niet geldt zij slechts als eerste inschrijving.

ART. 33.

Wanneer de akte die afstand van een hypotheekrecht medebrengt, eene onderhandsche is, moet de titel tot vestiging der hypotheek, waarop hare inschrijving vermeld is, aan den bewaarder vertoond worden. De bewaarder vermeldt daarop den afstand.

Zoo ook waar het eene authentieke akte geldt, indien zij verleden werd krachtens eene onderhandsche lastgeving of indien zij in het buitenland in de door de buitenlandsche wet voorziene vormen opgemaakt werd.

ART. 34.

Bij vergaan of onzeewaardigheid van het schip, worden de rechten van den schuldeischer uitgeoefend op de geredde voorwerpen of op dezer opbrengst, ook al ware de schuldvordering nog niet vervallen.

De inschrijving der hypotheek geldt als verzet tegen de uitbetaling der vergoeding van verzekering. Bij regeling van avarij het schip betreffende, mag de hypotheecaire schuldeischer tusschenkomen tot vrijwaring zijner rechten; maar hij mag die slechts uitoefenen wanneer de vergoeding, geheel of gedeeltelijk, niet tot herstelling van het schip aangewend werd of wordt.

ART. 35.

De inschrijvingen worden doorgehaald of verminderd mits toestemming der belanghebbende partijen die daartoe bekwameheid hebben, of ten gevolge van een vonnis dat in kracht van gewijsde is gegaan.

La radiation ou la réduction est opérée par le conservateur, soit sur le dépôt d'une expédition de l'acte authentique de consentement, soit sur le dépôt de l'acte en brevet et d'une copie certifiée sur papier libre, soit sur le dépôt de l'acte sous seing privé, soit sur le dépôt d'une expédition du jugement.

Un extrait littéral de l'acte authentique suffit, lorsqu'il y est déclaré, par le notaire qui l'a délivré, que l'acte ne contient ni conditions ni réserves.

Si l'acte est sous seing privé, il est dressé en deux originaux, dont l'un est exempt du timbre, et la radiation totale ou partielle n'est opérée que sur la représentation du titre constitutif d'hypothèque, revêtu de la relation de son inscription. Le conservateur y fait mention de la radiation totale ou partielle de l'inscription.

La représentation du titre constitutif est également requise lorsque l'acte est authentique, s'il a été passé en vertu d'un mandat sous seing privé ou s'il a été fait à l'étranger dans les formes admises par la loi étrangère.

ART. 56.

Les demandes en radiation et en réduction sont régies par les articles 94 et 95 de la loi du 16 décembre 1851.

SECTION III.

De l'extinction des privilèges et hypothèques.

ART. 37.

Les privilèges et hypothèques s'éteignent :

- 1^o Par l'extinction de l'obligation principale;
- 2^o Par la renonciation du créancier;

De doorhaling of de vermindering wordt door den bewaarder gedaan, hetzij op nederlegging eener expeditie van de authentieke akte van toestemming, hetzij op nederlegging van de akte in brevet en van een gewaarmerkt afschrift op ongezegeld papier, hetzij op nederlegging der onderhandsche akte, hetzij op nederlegging eener expeditie van het vonnis.

Een woordelijk uittreksel der authentieke akte volstaat, wanneer daarin door den notaris die het verstrekt heeft, verklaard is dat de akte bedingen noch voorbehoudingen bevat.

Is de akte eene onderhandsche, dan worden er twee origineelen van opgemaakt, waarvan één vrij is van zegel, en de geheele of gedeeltelijke doorhaling wordt alleen gedaan op vertoon van den titel tot vestiging der hypotheek, waarop dezer inschrijving vermeld is. Op dien titel vermeldt dan de bewaarder de geheele of gedeeltelijke doorhaling der inschrijving.

Het vertoonen van den vestigingstitel is eveneens vereischt wanneer de akte eene authentieke is, zoo zij verleden werd krachtens eene onderhandsche lastgeving of zoo zij buitenslands opgemaakt werd in de door de buitenlandsche wet voorziene vormen.

ART. 56.

De aanvragen om doorhaling en vermindering worden beheerd door de artikelen 94 en 95 der wet van 16 December 1851.

III^e AFDEELING.

Van het te niet gaan van voorrechten en hypotheeken.

ART. 37.

De voorrechten en hypotheeken gaan te niet :

- 1^o Met het te niet gaan der hoofdverbintenissen;
- 2^o Met de verzaking van den schuldeischer;

3° Par la vente forcée du navire grevé;

4° Par l'aliénation volontaire du navire grevé, suivie de l'accomplissement des formalités et conditions prescrites ci-après.

ART. 38.

Les privilèges s'éteignent par l'aliénation volontaire sous les conditions suivantes :

A. Que l'acte d'aliénation soit inscrit conformément à l'article 8;

B. Que l'aliénation soit publiée dans un des journaux d'Anvers, de Gand et du port d'attache;

C. Que l'aliénation soit affichée au mât ou à la partie la plus apparente du navire;

D. Qu'aucune opposition ne soit notifiée par le créancier, tant à l'ancien qu'au nouveau propriétaire, dans le mois de l'inscription, de la publication et de l'affiche.

Néanmoins, le droit de préférence du créancier subsiste sur le prix de vente, tant que celui-ci n'a pas été payé ou distribué.

ART. 39.

Les hypothèques s'éteignent par l'aliénation volontaire sous la condition que, dans les six mois de l'inscription de son titre ou, en cas de poursuites endéans ces six mois, dans le délai de quinzaine à compter de la signification du commandement préalable à la saisie, le nouveau propriétaire notifie à tous les créanciers inscrits, aux domiciles par eux élus dans les inscriptions :

1° Un extrait de son titre contenant la date et la qualité de l'acte, la désignation des parties, le nom, l'espèce et le tonnage du navire, le prix et les charges faisant partie du prix, l'évaluation de la chose si elle a été donnée ou cédée à tout autre titre que celui de vente;

3° Met den gedwongen verkoop van het bezwaarde schip;

4° Met de vrijwillige vervreemding van het bezwaarde schip, gevolgd van de vervulling der hierna opgelegde formaliteiten en bedingen.

ART. 38.

De voorrechten gaan te niet met de vrijwillige vervreemding onder de volgende bedingen :

A. Dat de akte van vervreemding ingeschreven worde naar luid van artikel 8;

B. Dat de vervreemding bekend gemaakt worde in een der nieuwsbladen van Antwerpen, van Gent en van de haven waar het schip te huis hoort;

C. Dat de vervreemding aangeplakt worde aan den mast of aan de meest zichtbare plaats van het schip;

D. Dat geen verzet beteekend worde door den schuldeischer, zoo bij den vroegeren als bij den nieuwen eigenaar, binnen de maand van de inschrijving, de bekendmaking en de aanplakking.

Echter blijft het recht van voorrang van den schuldeischer bestaan op den verkoopprijs, zoolang deze niet betaald of verdeeld is.

ART. 39.

De hypotheken gaan te niet met de vrijwillige vervreemding, op voorwaarde dat, binnen zes maanden na de inschrijving van zijnen titel of, in geval van vervolgingen binnen die zes maanden, binnen den tijd van vijftien dagen te rekenen van het bevel dat de inbeslaglegging voorafgaat, de nieuwe eigenaar aan al de ingeschreven schuldeischers, aan de door hen in de inschrijvingen gekozen woonst, beteekene :

1° Een uittreksel van zijn titel bevattende de dagteekening en den aard der akte, de aanduiding der partijen, naam, soort en tonnemaat van het schip, den prijs en de lasten die van den prijs deel uitmaken, de schatting van het voorwerp zoo het gegeven of afgestaan werd anders dan bij verkoop;

2° Indication de la date de l'inscription de son titre ;

3° Un tableau sur trois colonnes dont la première contiendra la date des inscriptions, la seconde le nom des créanciers et la troisième le montant des créances inscrites.

ART. 40.

Le nouveau propriétaire déclare dans l'acte de notification qu'il acquittera les dettes et charges hypothécaires jusqu'à concurrence du prix ou de la valeur déclarée, sans déduction aucune au profit du vendeur ou de tout autre.

Sauf disposition contraire dans les titres de créances, il jouit des termes et délais accordés au débiteur originaire et il observe ceux stipulés contre ce dernier.

Les créances non échues qui ne viennent que pour partie en ordre utile sont immédiatement exigibles vis-à-vis du nouveau propriétaire, jusqu'à cette concurrence, et pour le tout à l'égard du débiteur.

ART. 41.

Si parmi les créanciers inscrits se trouve un créancier ayant l'action résolutoire et qu'il entende exercer cette action, il est tenu, à peine de déchéance, de le déclarer au greffe du tribunal devant lequel l'ordre doit être poursuivi.

La déclaration doit être faite dans les quarante jours de la notification et suivie, dans les dix jours, de la demande en résolution.

A partir du jour où le créancier a déclaré vouloir exercer l'action résolutoire, la purge est suspendue et ne peut être reprise qu'après la renonciation du créancier à l'action résolutoire ou après le rejet de cette action.

2° Opgave van den datum van inschrijving van zijnen titel ;

3° Eene tabel met drie kolommen, bevattende, de eerste, den datum der inschrijvingen, de tweede, den naam der schuldeischers en, de derde, het bedrag der ingeschreven schuldvorderingen.

ART. 40.

De nieuwe eigenaar verklaart in de akte van beteekening dat door hem zullen voldaan worden de hypothecaire schulden en lasten, tot beloop van den prijs of van de aangegeven waarde, zonder eenigen aftrek ten voordeele van den verkooper of van wien ook.

Behoudens strijdig beding in de titels der schuldvorderingen, heeft hij recht op de termijnen en uitstellen die aan den oorspronkelijken schuldenaar verleend werden en hij neemt diegenen in acht welke tegen den laatste bedongen zijn.

De niet vervallen schuldvorderingen die slechts voor een gedeelte in nuttigen rang komen zijn dadelijk eischbaar jegens den nieuwen eigenaar, tot beloop van dat gedeelte, en jegens den schuldenaar voor het geheel.

ART. 41.

Zoo er onder de ingeschreven schuldeischers een is die een eisch tot ontbinding heeft en die dien eisch wil doen gelden, dan is hij gehouden, op straffe van verval, daarvan de verklaring te doen ter griffie van de rechtbank voor dewelke de orde moet vervolgd worden.

De verklaring moet gedaan worden binnen veertig dagen na de beteekening ; zij moet, binnen tien dagen, gevolgd worden van den eisch tot ontbinding.

Te rekenen van den dag waarop de schuldeischer verklaart dat hij den eisch tot ontbinding wil doen gelden, is de zuivering opgeschorst en zij kan slechts hernomen worden nadat de schuldeischer van den eisch tot ontbinding heeft afgezien of nadat die eisch verworpen is geworden.

ART. 42.

Tout créancier inscrit pour requérir la mise du navire aux enchères sous les conditions énoncées à l'article 113 de la loi du 16 décembre 1851.

Sont également applicables les articles 116, 117, 118, 120, 121 et 122 de ladite loi.

CHAPITRE IV.

DE LA PUBLICITÉ DES DOCUMENTS HYPOTHÉCAIRES ET DE LA RESPONSABILITÉ DES CONSERVATEURS.

ART. 43.

Le conservateur tient un registre de dépôts, où sont constatées, par numéros d'ordre et à mesure qu'elles s'effectuent, les remises des pièces qui lui sont présentées à fin d'immatriculation ou d'inscription.

Ce registre ainsi que le registre matricule sont exempts du timbre. Ils sont cotés et paraphés à chaque feuillet par premier et dernier, par l'un des juges du tribunal dans le ressort duquel le bureau de la conservation est établi.

Le registre de dépôts est arrêté jour par jour.

ART. 44.

La tenue du registre matricule et la forme des inscriptions sont réglées par arrêté royal.

ART. 45.

Le conservateur est tenu de délivrer à tout requérant copie ou extrait du registre matricule et des documents déposés dans ses archives et, le cas échéant, un certificat négatif.

Sont applicables les articles 126, 128, 129 et 130 de la loi du 16 décembre 1851.

ART. 42.

Ieder ingeschreven schuldeischer mag den verkoop van het schip aan den meestbiedende vorderen, onder de bij artikel 113 der wet van 16 December 1851 gestelde voorwaarden.

Zijn insgelijks van toepassing de artikelen 116, 117, 118, 120, 121 en 122 der gemelde wet.

HOOFDSTUK IV

VAN DE BEKENDMAKING DER HYPOTHECAIRE BESCHIEDEN EN VAN DE VERANTWOORDELIJKHEID DER BEWAARDERS.

ART. 43.

De bewaarder houdt een register der nederleggingen, waarin bijvolgnummers en naarmate zij gedaan wordt, de overgave der stukken vastgesteld wordt, welke hem ter teboekstelling of ter inschrijving worden aangeboden.

Dat register alsmede het register van teboekstelling zijn vrij van zegel. Zij zijn genummerd en gekortteekend op ieder blad, van het eerste tot het laatste, door een der rechters van de rechtbank in welker gebied het kantoor der hypotheek gevestigd is.

Het register der nederleggingen wordt dag voor dag afgesloten.

ART. 44.

Het houden van het register van teboekstelling en de vorm der inschrijvingen zullen bij koninklijk besluit geregeld worden.

ART. 45.

De bewaarder is gehouden aan ieder die het vraagt een afschrift of een uittreksel van het register van teboekstelling en van de in zijne archieven neergelegde stukken te verstrekken, en, zoo het pas geeft, een negatief attest.

Zijn van toepassing de artikelen 126, 128, 129 en 130 der wet van 16 December 1851.

ARTICLE 2.

Les titres VI, VII, VIII et IX de la loi du 21 août 1879 deviennent respectivement les titres V, VI, VII et VIII.

Les articles 7 à 37 deviennent respectivement les articles 46 à 76; les articles 39 à 133, les articles 77 à 171; les articles 156 à 236, les articles 172 à 252.

Toutefois l'article 238 n'est maintenu qu'en tant qu'il dispose pour les actions dérivant d'un contrat à la grosse ou d'une charte-partie.

ARTICLE 3.*Disposition transitoire.*

Tous actes admis à la transcription sous l'empire de la loi du 21 août 1879 doivent, endéans les trois ans à dater du jour où la présente loi deviendra obligatoire, être soumis à inscription au registre matricule conformément aux dispositions de cette loi.

L'inscription peut avoir lieu sur la simple production, au conservateur, d'une requête en double indiquant l'acte dont l'inscription est demandée.

Tout acte non soumis à inscription dans le délai fixé par le premier alinéa du présent article n'est plus opposable aux tiers.

ARTICLE 4.

Les dispositions suivantes sont ajoutées au livre II du Code de commerce :

TITRE IX.**Des bateaux.****Art. 253.**

Sont considérés comme bateaux les bâtiments qui font ou sont destinés à faire habi-

ARTIKEL 2.

De titels VI, VII, VIII en IX der wet van 21 Augustus 1879 worden onderscheidenlijk de titels V, VI, VII en VIII.

De artikelen 7 tot 37 worden onderscheidenlijk de artikelen 46 tot 76; de artikelen 39 tot 133, de artikelen 77 tot 171; de artikelen 156 tot 236, de artikelen 172 tot 252.

Echter is artikel 238 slechts behouden in zooverre het bepalingen treft omtrent de vorderingen naar aanleiding eener bodemrijovereenkomst of eener bevrachtingsovereenkomst.

ARTIKEL 3.*Overgangsbepaling.*

Al de akten die ter overschrijving werden aangenomen onder de wet van 21 Augustus 1879, moeten, binnen drie jaren te rekenen van den dag waarop de tegenwoordige wet verbindend wordt, in het register van teboekstelling worden ingeschreven overeenkomstig de bepalingen dezer wet.

De inschrijving kan geschieden op enkele overlegging, bij den bewaarder, van eene aanvraag in dubbel de akte aanduidende welke inschrijving gevraagd wordt.

Alle akte die niet ingeschreven is binnen den in de eerste alinea van dit artikel gestelden tijd, kan niet meer tegengesteld worden aan derden.

ARTIKEL 4.

De navolgende bepalingen worden toegevoegd aan boek II van het Wetboek van koophandel :

TITEL IX.**Van binnenschepen.****Art. 253.**

Worden als binnenschepen aanzien de vaartuigen gewoonlijk gebruikt of bestemd

tuellement, dans les eaux intérieures, le transport des personnes ou des choses, la pêche, le remorquage, le dragage ou toute autre opération lucrative de navigation.

ART. 254.

Les dispositions du titre I^{er} du livre II du présent code sont applicables aux bateaux, sous réserve des dérogations suivantes :

A. Les formalités d'immatriculation des bateaux ont lieu au bureau de la conservation des hypothèques à Bruxelles ;

B. Sont privilégiées, sur le bateau et sur le fret, dans l'ordre où elles sont rangées, les créances ci-après désignées :

1° Les frais de justice et autres faits pour parvenir à la vente du bateau et à la distribution du prix ;

2° Les droits et taxes imposés au bateau dans le port où se fait la vente ;

3° Les gages du gardien et les frais de garde et d'entretien du bateau depuis son entrée dans le port jusqu'à la vente ;

4° Les frais et indemnités dus à l'occasion du sauvetage ou de l'assistance du bateau pour le dernier voyage ;

5° Les loyers et gages du patron et des gens de l'équipage ne remontant pas à plus de trois mois avant la saisie ou la vente du bateau, les frais de remorquage dans le port, de halage ou de remorquage au cours du dernier voyage ;

6° Les dommages-intérêts dus pour défaut de délivrance des marchandises transportées par le bateau ou pour remboursement des avaries souffertes par les dites marchandises par la faute du patron ou de ceux qui sont au service du bateau ;

7° Les dommages-intérêts dus pour cause d'abordage.

Entre créances comprises sous les n^{os} 4^o et 6^o, celles qui résultent d'une cause plus récente priment celles qui sont nées d'une cause antérieure.

Les privilèges indiqués aux n^{os} 6 et 7 ne

tot het vervoer van personen of zaken, tot visschen, sleepen, baggeren of tot elke andere winstgevende verrichting van scheepvaart op de binnenwateren.

ART. 254.

De bepalingen van titel I van boek II van dit wetboek zijn van toepassing op binnenscheepen, mits de volgende afwijkingen :

A. De formaliteiten van teboekstelling der binnenscheepen geschieden ten kantore der hypotheekbewaring te Brussel ;

B. Zijn bevoorrecht, op schip en scheepshuur, naar de orde waarin ze zijn gerangschikt, de hierna aangeduide schuldvoorwaarden :

1° De gerechtskosten en andere kosten gedaan om te geraken tot den verkoop van het schip en tot verdeling van den prijs ;

2° De recaten en belastingen het schip opgelegd in de haven waar de verkoop geschiedt ;

3° Het dienstloon van den bewaker en de kosten voor bewaking en onderhoud van het schip, sedert het de haven binnenliep tot den verkoop ;

4° De kosten en vergoedingen wegens het redden of uit den nood helpen van het schip tijdens de laatste reis ;

5° Het huur- en dienstloon van schipper en scheepsvolk doch slechts voor de drie maanden die de inbeslagneming of den verkoop van het schip voorafgaan, de kosten voor het sleepen in de haven, de trek- of sleepgelden tijdens de laatste reis ;

6° De schadeloosstellingen verschuldigd wegens niet aflevering van door het schip vervoerde koopwaren, of wegens terugbetaling van aan die koopwaren overkomen avarij door de schuld van den schipper of van hen die in dienst zijn van het schip ;

7° De schadeloosstellingen verschuldigd wegens aanvaring.

Onder de schuldvorderingen bedoeld onder n^o 4^o en 6^o, zijn diegene welke uit eene latere aanleiding voorkomen bevoorrecht boven die welke uit eene vroegere aanleiding ontstonden.

De voorrechten bedoeld in n^{os} 6 en 7

priment l'hypothèque que lorsqu'ils sont nés à une date antérieure à celle de l'inscription.

C. Les créances énoncées ci-dessus sont justifiées de la manière suivante :

Les frais de justice par des états légalement taxés;

Les droits et taxes de navigation par les quittances des receveurs;

Les autres créances par les modes de preuve admis en droit commun.

ART. 255.

Les dispositions du chapitre I^{er} du titre II de ce livre et celles des articles 51, 59 et 60 ⁽¹⁾ sont applicables à la navigation intérieure.

Toutefois, sauf le cas de dol, la faculté de se libérer par abandon appartient même à celui qui est à la fois propriétaire et patron du bateau pour le dommage causé par lui dans l'exercice de ses fonctions de patron.

ART. 256.

Le chapitre I^{er} de la loi du 25 août 1891 régissant le contrat de transport est applicable au transport par navigation intérieure en tant qu'il n'y est pas dérogé par les dispositions du présent titre.

ART. 257.

Le chapitre III du titre III relatif aux avaries et à leur règlement est applicable aux bateaux.

ART. 258.

L'assurance fluviale peut avoir pour objet:

Le corps et la quille du bateau;
Les agrès et les apparaux;
Les armements et victuailles;

⁽¹⁾ Art. 12, 20 et 21 de la loi du 21 août 1879.

hebben den voorrang op de hypotheek alleen dan wanneer zij ontstaan zijn op een vroegeren datum dan dien der inschrijving.

C. De boven aangehaalde schuldvorderingen worden als volgt gestaafd :

De gerechtskosten door wettig getaxeerde staten;

De rechten en belastingen op de scheepvaart door kwijtschriften der ontvangers;

De andere schuldvorderingen door de bewijsmiddelen in gewoon recht aanvaard.

ART. 255.

De bepalingen van hoofdstuk I van titel II van dit boek en die van de artikelen 51, 59 en 60 ⁽¹⁾ zijn van toepassing op de binnenscheepvaart.

Echter heeft, behoudens het geval van bedrog, zelfs hij die tevens eigenaar en schipper van het binnenschip is, het recht zich door afstand te ontslaan voor de schade door hem veroorzaakt tijdens het uitoefenen van zijn ambt als schipper.

ART. 256.

Het eerste hoofdstuk der wet van 25 Augustus 1891, waarbij het vervoercontract wordt geregeld, is van toepassing op het vervoer langs de binnenwateren, in zoverre er door de bepalingen van dezen titel niet van afgeweken is.

ART. 257.

Hoofdstuk III van titel III betreffende de avarijen en hunne regeling is van toepassing op de binnenschepen.

ART. 258.

De verzekering op binnenschepen kan zich uitstrekken tot :

De romp en de kiel van het schip;
Het zeil en treil van het schip;
De uitrusting en den mondvoorraad;

⁽¹⁾ Art. 12, 20 en 21 der wet van 21 Augustus 1879.

Le fret;
Le prix du passage;
Les marchandises du chargement;
Le profit espéré des marchandises;

Les loyers de l'équipage;
Le bénéfice d'affrètement;
Le courtage et les commissions d'achats,
de ventes et de consignations;

Les sommes employées aux besoins du
bateau et à l'expédition des marchandises,
avant et pendant le voyage.

En général, toutes choses ou valeurs esti-
mables à prix d'argent sujettes aux risques
de la navigation, sans préjudice des dispo-
sitions du livre I^{er} relatives aux assurances
sur la vie.

ART. 259.

Les dispositions des articles 185 à 189,
195 à 222, 227 à 243 ⁽¹⁾ du présent livre
s'appliquent aux assurances fluviales.

Néanmoins les délais fixés par l'arti-
cle 219 ⁽²⁾ pour le délaissement sont réduits
à quinze jours à partir du jour de la récep-
tion de la nouvelle de la perte, si celle-ci est
arrivée en Belgique ou dans les pays limi-
trophes de Belgique et à six mois dans tous
les autres cas.

Les mêmes délais sont applicables dans
les cas prévus par l'article 221 ⁽³⁾ et par les
alinéas 2 et 5 de l'article 256 ⁽⁴⁾.

ART. 260.

Le titre VII ⁽⁵⁾ relatif à l'abordage est
applicable aux bateaux.

⁽¹⁾ Art. 169 à 173, 177 à 206, 210 à 227 de
la loi du 21 août 1879.

⁽²⁾ Art. 205 de la loi du 21 août 1879.

⁽³⁾ Art. 205 de la loi du 21 août 1879.

⁽⁴⁾ Art. 220 de la loi du 21 août 1879.

⁽⁵⁾ Titre VIII de la loi du 21 août 1879.

De scheepshuur;
De passage-gelden;
De ingeladen koopwaren;
De verwachte winst van de ingeladen
koopwaren;
Het huurloon van het scheepsvolk;
De bevrachtingswinst;
Het makelaarsloon en het commissieloon
op aankopen en verkoopen en op consigna-
tiën;

De gelden die voor de behoeften van het
schip en voor de verzending van koopwa-
ren vóór en tijdens de reis aangewend
werden.

In 't algemeen, alle zaken of waarden
waarvan de prijsbepaling in geld kan
geschieden en die aan de risico's van de
scheepvaart onderworpen zijn, onvermin-
derd de bepalingen van het I^o boek betref-
fende de levensverzekering.

ART. 259.

De bepalingen der artikelen 185 tot 189,
195 tot 222, 227 tot 243 ⁽¹⁾ van dit boek
zijn van toepassing op de verzekering van
binnenschepen.

Echter zijn de bij artikel 219 ⁽²⁾ voor de
overlating gestelde tijdsbestekken vermin-
derd tot vijftien dagen te rekenen van den
dag waarop de tijding van het vergaan ont-
vangen werd, indien het vergaan in België
of in de aan België palende landen plaats
vond, en tot zes maanden in al de andere
gevallen.

Dezelfde tijdsbestekken zijn van toepas-
sing op de gevallen bedoeld in artikel 221 ⁽³⁾
en in de alinéas 2 en 5 van artikel 256 ⁽⁴⁾.

ART. 260.

Titel VII ⁽⁵⁾ betreffende de aanvaring is
van toepassing op de binnenschepen.

⁽¹⁾ Art. 169 tot 173, 177 tot 206, 210 tot
227 der wet van 21 Augustus 1879.

⁽²⁾ Art. 205 der wet van 21 Augustus 1879.

⁽³⁾ Art. 205 der wet van 21 Augustus 1879.

⁽⁴⁾ Art. 220 der wet van 21 Augustus 1879.

⁽⁵⁾ Titel VIII der wet van 21 Augustus 1879.

ART. 261.

Sont prescrites par un an les créances énumérées à l'article 254, si elles ne sont pas éteintes par un délai plus court aux termes de l'article 9 de la loi du 25 août 1891.

Ce délai prend cours à la date de la naissance de la créance.

Donné à Bruxelles, le 17 janvier 1905.

ART. 261.

De schuldvorderingen opgesomd in artikel 254, verjaren door tijdverloop van één jaar, indien ze niet, overeenkomstig artikel 9 der wet van 25 Augustus 1891, na een korteren termijn zijn te niet gegaan.

Dit tijdsbestek begint te loopen den dag waarop de schuldvordering ontstaat.

Gegeven te Brussel, den 17^e Januari 1905.

LEOPOLD.

PAR LE ROI :

*Le Ministre des Finances
et des Travaux publics,*

VAN 'S KONINGS WEGE :

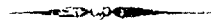
*De Minister van Financiën
en Openbare Werken,*

C^e DE SMET DE NAEYER.

Le Ministre de la Justice,

De Minister van Justitie,

J. VAN DEN HEUVEL.



Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 17 JANUARI 1905.

Ontwerp van wet op de zeescheepvaart en de binnenscheepvaart.

TOELICHTING.

MIJNE HEEREN,

Ons zeerecht was lang door het II^e boek van het Wetboek van koophandel van 1808 beheerscht. Het werd haast volledig vernieuwd door de grootendeels aan 's heeren De Lantsheere initiatief en arbeid te danken wet van 21 Augustus 1879.

Zooals terecht gezegd werd, maakt die wet het Wetboek der private belangen uit van hen die zeehandel drijven. Van het II^e boek van het Wetboek van koophandel van 1808 liet zij enkel de bepalingen van titel bestaan II, betreffende het inbeslagnemen en den verkoop van zeeschepen, welke eerder regelen van rechtspleging dan beginselen van zeerecht vaststellen en die het passend was van het Wetboek van koophandel af te scheiden, om ze bij het Wetboek van Burgerlijke rechtspleging te voegen. (Artikel 237 der wet van 21 Augustus 1879.)

De wet van 21 Augustus 1879 wint het merkbaar op de vroegere wetgeving. Doordien zij in onze wetgeving het beginsel schreef van de bekendmaking der op schepen toegestane rechten en van de zeehypotheek, richtte zij namelijk het zeekrediet in. In beide opzichten laat zij echter nog te wenschen over.

Zij bepaalt zich eenerzijds, zoo wat de te bekend te maken akten als wat de zeehypotheek betreft, tot het stellen van enkele regelen waarvan de juiste en volledige zin uit de algemeene beginsels moet blijken.

Aan de zorg van belanghebbenden en rechtbanken laat de wetgever het over te onderzoeken en uit te maken welke bepalingen in de wet van 16 December 1851 tot de schepen kunnen uitgebreid worden en welke, uitteraard, bijzonder op de onroerende goederen van toepassing zijn.

Onnoodig op de hoofdzakelijke gebrekkigheid van dat stelsel, op de daardoor te weeg gebrachte moeilijkheden en de daar uit ontstane geschillen nader te wijzen.

Anderzijds, ondanks de belangrijkheid der binnenvloot en het hooge bedrag der daaraan ten koste gelegde kapitalen, blijft de binnenscheepvaart uitsluitend beheerscht door de bepalingen der overeenkomst van vervoer te lande. Tot heden toe gaat het met schepen als met welkdanig roerend goed; hun bezit wordt niet bekend gemaakt; zij zijn niet aan het volgrecht onderworpen; hypotheek kan op hen niet worden gevestigd en hun komt het verlatingsrecht niet ten goede

*
* * *

Reeds op den 29ⁿ April 1892 werd door de Regeering een ontwerp tot wijziging van de wet van 1879 aangeboden.

Dat ontwerp dat, met enkele wijzigingen in de onderdeelen, achtereenvolgens den 23ⁿ April 1893 en den 11ⁿ December 1894 opnieuw werd voorgesteld, en waarover de heer Ulens, uit naam van de Commissie der Kamer, den 18ⁿ December 1893 verslag uitbracht, wijzigde de bepalingen van de wet van 1879 betreffende de zeehypotheek en de verlating, en breidde de toepassing van de nieuwe bepalingen tot de binnenschepen uit.

Echter, zooals zij opgevat was, liet de hervorming al de bezwaren bestaan waartoe eene onvolledige hypothecaire wetgeving aanleiding geeft. Artikel 155^{bis} van het ontwerp van 1894 stelde voor: « De beschikkingen van de hypothecaire wet van 16 December 1851, aangevuld door die der wet van 4 Juli 1887, zijn van toepassing op het behandelde in titels I en V van boek II, in zooverre daarin niet anders is bepaald ». Bovendien schonk het ontwerp aan de binnenscheepvaart een eigen wetgeving alleen wat de hypotheek en de verlating betreft.

Den 8ⁿ Maart 1898, legde de heer Delbeke, met het doel om in een gedeelte van die bezwaren te voorzien en spoediger tot eene oplossing te geraken, bij wijze van amendementen eene reeks bepalingen neder, er toe strekkende van de bepalingen betreffende de binnenscheepvaart een volledig geheel te maken.

Die amendementen werden, nadat zij door ontbinding der Kamers te niet waren gegaan, opnieuw als wetsvoorstel nedergelegd door de heeren Beernaert, Delbeke en Van den Broeck, en, den 23ⁿ Juli 1903, bracht de heer Segers, uit naam van de met het onderzoek belaste Commissie, over het voorstel verslag uit

Ongetwijfeld is in het wetsvoorstel der heeren Beernaert, Delbeke en Van den Broeck grooten vooruitgang waar te nemen. Een merkelyk bezwaar echter is dat het alleen op de binnenschepen geldend maakt en niet tot het zeerecht uitbreidt de voordeelige nieuwigheden welke het aan de binnenscheepvaart laat ten goede komen. Werd het aangenomen, dan zou daarvan het gevolg zijn dat twee verschillende wetgevingen, voor langen tijd wellicht, zouden bestaan in zaken die, buiten enkele zeldzaam voorkomende uitzonderingen, aan gelijke regelen dienen onderworpen te worden.

Thans volstaat eene lichte moeite om dat betreurenswaardig dualisme te vermijden en de bijzonderste gebreken in onze zeewetten te niet te doen. Dát is het doel van het wetsontwerp.

Ter vervanging van de bestaande wetgeving op den zeehandel, stelt het eene nieuwe wetgeving op de zeescheepvaart en de binnenscheepvaart vast.

De door den verslaggever over het wetsvoorstel van de heeren Beernaert, Delbeke en Van den Broeck uitgedrukte wensch, dat de Regeering den arbeid dier heeren zou volledigen, door het indienen, bij de Wetgevende Kamers, van een ontwerp van wet tot wijziging van de bepalingen betreffende de zeescheepvaart, komt aldus tot geheele vervulling.

* * *

Nu wij het ontwerp in zijn beginsel hebben gewettigd, blijft ons nog over zulks voor zijne bijzonderste bepalingen te doen.

Bij de artikelen 1, 2 en 5 zijn de bepalingen van de titels I en V der wet van 1879 gewijzigd, bij artikel 4 is een nieuwe titel, namelijk titel IX, bevattende al de regelen betreffende de binnenscheepvaart, aan die wet toegevoegd.

EERSTE ARTIKEL.

In de wet van 21 Augustus 1879 zijn twee onderscheiden titels aan den scheepseigendom gewijd.

De 1^o titel houdt zich met het vaststellen van dien eigendom en met de zee-voorrechten bezig; titel IV behandelt de zeehypotheek.

In het ontwerp zijn die twee titels tot één titel gemaakt, namelijk titel I van boek II, waarin, hetzij door het stellen van bijzondere regelen, hetzij door het verwijzen naar duidelijk aangegeven bepalingen der wet van 16 December 1851, de volledige hypothecaire inrichting van den scheepseigendom is vervat.

EERSTE TITEL.

Van zeeschepen en andere zeevaartuigen.

HOOFDSTUK I.

VAN SCHEPEN EN HET TERBOEKSTELLEN VAN SCHEPEN.

Met het stelsel der wet van 16 December 1851, voor de zeeschepen gehandhaafd door de wet van 21 Augustus 1879, werden de akten hetzij door overschrijving, hetzij door inschrijving bekend gemaakt. Overschrijven is de akte in haar geheel te boek stellen; inschrijven is een uittreksel der akte in zijn geheel te boek stellen, zooals het werd opgemaakt door partijen in den vorm van een borderel inhoudende al de opgaven waaruit de door den hypotheekbewaarder te doene inschrijving bestaat.

Met dat stelsel, houdt de bewaarder :

1^o Een register van neêrlegging, waarin wordt vermeld onder volgnummer

en naarmate zij plaats vindt, de overhandiging van de titels, waarvan de inschrijving of de overschrijving wordt gevorderd (art. 124, 1^o);

2^o Een register waarin de overschrijving geschiedt (art. 124, 2^o);

3^o Een register waarin de inschrijving van voorrechten en hypotheken, de doorhalingen of verminderingen gedaan worden (art. 124, 3^o);

4^o Een repertorium, waarin, op naam van iederen eigenaar, de akten die hem aanbelangen bij uittreksel worden vermeld, met verwijzing naar de registers waarin de akten staan (art. 125);

5^o Eene naamtafel der eigenaars met verwijzing naar de artikelen van het repertorium.

Nog is er het register voor de bevelschriften en de inbeslagnemingen van onroerende goederen (wet van 13 Augustus 1834, art. 1 tot 19).

Deze inrichting steunt op den naamstaat der eigenaars, niet op dien der eigendommen. Wil men de hypothecaire toestand van een onroerend goed of van een zeeschip kennen? Niet alleen moet men dan juist den huidige eigenaar maar ook de vroegere eigenaars kennen die overeenkomsten, welke aan derden kunnen tegengesteld worden, hebben kunnen aangaan. Op zijn minst moet de laatste eigenaar in de vordering aangeduid wezen; den vroegeren kan de bewaarder opsporen door de achtereenvolgende eigendomsovergangen na te gaan. Ten zij nochtans dat eene of andere overgang, door erfenis of uitersten wil geschied zijnde, niet overgeschreven ware, alsdan moet de aanvrager aanduiden van wien de erfenis of het legaat voortkwam, zooniet zijn de opsporingen van den bewaarder gestuit. Ten slotte dienen, als eene aanleiding tot twijfel, misgreep en verwikkeling aangestipt, de gelijkluidendheid der namen en het feit dat, zóó het goed als de personen, niet overal, op dezelfde wijze, in de hen betreffende akten kunnen aangewezen zijn.

Dit is stellig geen ideaal. En al dadelijk bemerkt men hoe alles eenvoudiger, zekerder en spoediger gaan zou, indien op het goed zelve en niet op dezes eigenaar de hypothecaire aantekeningen en opsporingen steunden: al de akten, betreffende de juridische toestand van dit of geen goed zouden, op naam van dat goed, in een enkel bescheiden, vereenigd zijn.

Voor onroerende goederen, echter, zou de voor teboekstelling vatbare grondeenheid enkel het cadastraal perceel kunnen zijn. Nu ware het weinig practisch in een zóo verdeeld land als het onze, voor elk afzonderlijk kadastraal perceel eene rekening te houden. In 1894 omvatte de bebouwde grond 6,516,424 perceelen.

Een dergelijk bezwaar bestaat voor de zeeschepen niet.

Er valt dus niet te aarzelen. Waarlijk betreurenswaardig zou het heeten mogen, zoo men te hunnen opzichte handhaafde en voor de binnenschepen instelde de wijze van bekendmaking die bij de wet van 1831 voor de onroerende goederen bepaald werd.

In de voorgestelde wetsregeling kunnen de zeeschepen, die de Belgische vlag voeren of in België in aanbouw zijn, op de aanvraag der belanghebbenden teboekgesteld worden ten kantore der hypotheekbewaring te Antwerpen. Op overlegging van den meebrief, zoo het schip reeds gebouwd is, — op overlegging van enkel eene aanvraag, zoo het in aanbouw is, wordt

door den bewaarder, in een bijzonder register, eene rekening op naam van het schip geopend. Van dan af is het schip wettelijk geïndividualiseerd. Op dat register worden verder al de akten ingeschreven die dienen bekend gemaakt te worden met het oog op de veiligheid van het krediet en de vrijwaring der belangen van derden.

Het register der overschrijvingen, het register der inschrijvingen, het register der bevelen en der inbeslagnemingen, het repertorium, voor die allen komt dus in de plaats een enkel register dat in zijn achtereenvolgende aantekeningen gansch de juridische geschiedenis van het schip, te beginnen met dezes teboekstelling, aantoonen zal.

Artikel 1 bepaalt wat zeeschepen zijn. Wat het zeeschip kenmerkt is niet de eigen aard van het vaartuig, wel het gebruik waartoe het dient of bestemd is. Het vaartuig gewoonlijk gebruikt of bestemd tot zeevaartverrichtingen, is een zeeschip. Daarbij, wil het vallen onder de bij het Wetboek van koophandel voorgeschreven regelen, moet het gebruikt of bestemd zijn tot handelsverrichtingen.

Die begrippen zijn in overeenstemming met den tekst der door het te Brussel in 1888 gehouden zeevaartcongres genomen besluiten en met de huidige rechtsleer en rechtspraak. Evenwel, afwijkende van het Brusselsche Congres, legt het voorontwerp geen gewicht op de tonnemaat van het schip. Zooals aangemerkt werd door de Commissie tot herziening der reglementen voor de zeescheepvaart en de binnenscheepvaart (schrijven van 20 Mei 1892; *Journal des Tribunaux*, 14 Juli 1892), schijnt het niet zonder gevaar de tonnemaat der zeeschepen en der binnenschepen te beperken. « Er is inderdaad gebleken, dat zeeschepen met zeer geringe tonnemaat, 3 tot 4 ton, den Atlantischen Ocean oversteken, en dat binnenschepen van 1,000 tot 1,500 ton van den Rijn in de Schelde komen gevaren, zonder ooit in zee te komen. »

Met wijziging van de artikelen 1 en 2 der wet van 1879, bepaalt *artikel 2* dat zeeschepen niet vallen onder den regel volgens denwelken, waar het roerende goederen betreft, bezit geldt als titel. Daarmede wordt alleen uitdrukkelijk een beginsel bevestigd, dat onder de huidige wetgeving niet betwist is. Maar de huidige wetgeving vordert daarenboven dat de verkoop van zeeschepen bij geschrifte geschiede.

De Regeering meent niet dergelijke bepaling te moeten overnemen, welke volstrekt afwijkt van de algemeene beginselen aangaande het bewijs, en welke vaak afkeurend werd besproken (Lyon, Caen en Renault, *Traité de droit commercial*, D. V. n° 115). De wetgever heeft alleen het belang van derden en het belang van het openbaar krediet in het oog te houden. Al wat te dien aanzien hoeft gedaan, is te verklaren eenerzijds dat de overeenkomst niet aan derden kan tegengesteld worden vooraleer te zijn bekend gemaakt, en anderzijds dat de bekendmaking slechts mogelijk is zoo er eene authentieke of eene onderhandsche akte bestaat (art. 8 en 10).

In het Deutsche recht geschiedt de geheele of gedeeltelijke overdracht van den eigendom van zeeschepen, bij enkele toestemming van partijen en is zij in beginsel aan geene bijzondere wijze van bewijs onderworpen (art. 478 van het Wetboek van koophandel).

Artikel 3 bevestigt het beginsel der teboekstelling voor zeeschepen ten kantore der hypotheekbewaring te Antwerpen.

Die teboekstelling heeft enkel ten doel het zeeschip te individualiseeren en verder de inschrijving op zijn naam toe te laten van al de rechten die hetzelfde betreffen.

Evenals de wet van 16 December 1851 geeft het ontwerp aan de vervulling der gestelde formaliteiten geene andere bekrachtiging dan de niet tegenstelling aan derden van de niet aan bekendmaking onderworpen akte. Men heeft niet gemeend de teboekstelling van het schip in het hypotheekregister te moeten maken tot eene wettelijke verplichting welke inachtneming door eene strafbepaling zou verzekerd zijn.

Zoo vele wetgevingen de verplichte teboekstelling in de openbare registers opleggen voor zeeschepen die de nationale vlag voeren, evenals de inschrijving in die registers en op de akte van nationaliteit van al de op de schepen lastende rechten, dan is de reden daarvan dat, in die wetgevingen, de formaliteiten die strekken tot afgifte der akte van nationaliteit en de formaliteiten die het zeevaartkrediet bedoelen, versmolten zijn. In die landen is de teboekstelling van het zeeschip eene formaliteit die de verleening der akte van nationaliteit voorafgaat. Zij wordt vervuld door de overheid zelve die dergelijke akte afgeeft, en deze akte wordt aldus in eenigen zin een enkel uittreksel van het register van teboekstelling.

De formaliteiten die met een politiek doel of in een belang van politie worden opgelegd en de formaliteiten betreffende de bevordering van het zeevaartkrediet en betreffende de private belangen van contracteerende eigenaren of derden, zijn aldus door onverbreekbare banden vereenigd.

Niet aldus ten onzent. De bepalingen betreffenden de afgifte van zeebrieven maken eene bijzondere wet uit, die van 4 September 1905. Krachtens die wet worden de scheepsbrieven verleend doorden Minister van Buitenlandsche Zaken, na het vervullen van onderscheidene formaliteiten, die alleen er toe strekken de nationaliteit van het zeeschip te bepalen. Benevens die voorschriften heeft de wet van 1879 regelen vastgesteld omtrent de bekendmaking van zakelijke rechten op de zeeschepen, gelijkaardige regelen als die voor onroerende goederen van kracht zijn. De bepalingen betreffende het openbaar belang en die welke betrekking hebben op private belangen, zijn op die wijze van elkander onderscheiden.

Tot wijziging in dien toestand bestaat geene aanleiding.

Als in zake onroerende goederen, dienen de belanghebbenden die wenschen hunne rechten ten aanzien van derden erkend te zien of die verlangen het krediet in te roepen, — daartoe te doen wat noodig is. De Staat heeft slechts eenen plicht : het middel te verschaffen om hun toe te laten het beoogde doel te bereiken. Dat middel wordt door het wetsontwerp in het leven geroepen, in voorwaarden die niets schijnen te wenschen over te laten in een driedubbel opzicht : licht te vervullen formaliteiten, duidelijkheid en zekerheid voor het publiek.

Voortaan bekomen de belanghebbenden, op enkele aanwijzing van het zeeschip, al de inlichtingen die zij verlangen te bezitten. Die inlichtingen kunnen hun dadelijk worden verstrekt, zonder de langdurige en lastige

opzoekingen die thans moeten gebeuren daar de persoon of de eigendom onvolkomen bepaald zijn. Voorzien van een afschrift van het blad van teboekstelling, op den dag der afvaart gesloten, zal de kapitein onverwijld met derden kunnen contracteeren, maar dezen zullen natuurlijk de overeenkomst niet moeten ten uitvoer leggen en de gelden verstrekken, vooraleer de akte van verkoop of ontleening ingeschreven zij en zij nagegaan hebben of de inschrijving in nuttige orde komt : dat kan gereedelijk geschieden door uitwisseling van telegrammen tusschen de belanghebbenden en den hypotheekbewaarder (art. 15).

De zeebrief of de akte van nationaliteit, een stuk van voorbijgaanden aard, dat aan andere eischen voldoet en dat de houder aan den eerste den beste moet vertoonen, is overigens niet geschikt om er de hypothecaire aantekeningen op te brengen.

De artikelen 4 en 5 regelen de formaliteiten der teboekstelling en de opgaven die de hypotheekbewaarder in zijn register brengen moet, ten einde het zeeschip te individualiseeren. Die opgaven blijken hetzij uit den meetbrief, hetzij uit eene aanvraag van den belanghebbende, naarmate het een reeds gebouwd of een in aanbouw zijnde zeeschip geldt.

Natuurlijk zal de bewaarder berechtigd zijn de teboekstelling te weigeren, zoo de aanvraag niet de vereischte gegevens bevat.

Artikel 6 bepaalt, in de eerste alinea, in welke voorwaarden in het register der teboekstellingen de veranderingen aangeteekend worden die het schip ondergaat en die deszelfs vroeger genomen beschrijving wijzigen.

In dien tekst is verondersteld dat, ingevolge de reglementsbepalingen omtrent het meten van zee- en binnenschepen, de meter gehouden zijn zal een nieuwen meetbrief af te geven zodra de belanghebbende eene verandering te zijner kennis zal brengen.

De bepaling van de tweede alinea van artikel 8 is een grondregel. Als basis ter identificatie van het zeeschip dient de meetbrief. Op vertoon van dien meetbrief moeten dus de hypotheekbewaarder en de contracteerende derde zich kunnen overtuigen, dat het schip niet vroeger onder een anderen naam teboekgesteld of bezwaard geworden is.

HOOFDSTUK II.

VAN DE BEKENDMAKING DER OP ZEESCHEPEN VERLEENDE ZAKELIJKE RECHTEN.

Krachtens het wetsontwerp, wordt de dubbele wijze van bekendmaking, gesteld bij de wet van 1851, — overschrijving en inschrijving, — vervangen door eene enkele wijze van bekendmaking, zijnde het beknopt overzicht, door den bewaarder zelven opgemaakt, van de aan de formaliteit onderworpen akte.

De inschrijving geschiedt op overlegging der akte bij den hypotheekbewaarder. Iedere akte wordt in dubbel overgelegd : in dubbel origineel waar het eene onderhandsche akte geldt; in expeditie en gewaarmerkt afschrift

zou het eene authentieke akte geldt. De bewaarder vermeldt de hoofdgegevens der akte op het blad betreffende het schip; hij overhandigt een der origineelen of de expeditie der akte aan den aanvrager, na onderaan het stuk bevestigd te hebben dat de gevraagde inschrijving door hem werd gedaan. Hij behoudt het dubbel of het gewaarmerkt afschrift der akte en legt het stuk in het dossier van het schip.

De bepalingen van hoofdstuk II zijn aldus uitgestrekt tot al de zakelijke rechten verleend op zeeschepen, uitgenomen de voorrechten. Deze zijn niet aan inschrijving onderworpen, zoomin als in het huidig recht.

Artikel 8 duidt de akten aan die voor de formaliteit worden aangenomen. Het stemt overeen met artikel 1 der wet van 1851, waarvan het echter in een dubbel opzicht onderscheiden is :

1^o Het strekt zich uit tot al de zakelijke rechten zonder onderscheid, met inbegrip der hypotheeken, en zonder andere uitzondering dan de voorrechten ;

2^o Terwijl het vermogen tot het inroepen van het gebrek aan bekendmaking bij de wet van 1851 alleen wordt toegekend aan derden die zonder bedrog hebben gecontracteerd, dit wil zeggen, die geene kennis gehad hebben van de niet bekend gemaakte akte, — wordt bij artikel 8 die beperking afgeschaft, welke krachtig werd afgekeurd en van aard is om aan de zekerheid der contracteerende derden afbreuk te doen. (Marton, D 1, n^o 67 v. v.)

Artikel 9 doet niet anders dan op de zeeschepen de bepalingen toepassen van artikel 3 der hypotheekwet.

Artikel 10 lokt geene bijzondere aanmerking uit. Het handhaaft het door de huidige wetten op de zeescheepvaart gehuldigde beginsel, dat ter bekendmaking de onderhandsche akten zoowel als de authentieke akten toelaat (wet van 21 Augustus 1879, artikelen 2 en 140).

Artikel 11 is een natuurlijk uitvloeisel van de door het ontwerp aangenomen wijze van bekendmaking. Voortaan moet de inschrijving geschieden op naam van het schip en niet langer op naam van den eigenaar; en zoo spreekt het van zelfs dat geenerlei akte ter inschrijving wordt toegelaten vooraleer het zeeschip waarop zij betrekking heeft teboekgesteld is.

De artikelen 12, 13 en 14 hebben geene opheldering noodig. Zij regelen alleen de formaliteiten bij de inschrijving.

In *artikel 15* wordt een bijzondere toestand behandeld; het bedoelt het geval waarin de aan bekendmaking onderworpen akte opgemaakt wordt door den kapitein tijdens de reis. Het maakt het mogelijk voor de belanghebbende partij telegrafisch eene inschrijving te vorderen, die binnen drie maanden na de inschrijving van het telegram, door de overlegging en de inschrijving van de akte zelve, zal geregulariseerd worden.

Onnoodig te zeggen dat het telegram, op welks vertoon de voorloopige inschrijving geschiedt, berusten blijft ten kantore der hypotheekbewaring en bij het dossier van het schip wordt gevoegd.

Ook dat de bewaarder alleen gehouden is de voorloopige inschrijving, evenals als alle andere, te doen, na betaling van rechten en loon.

Voor de inschrijving van de later bij den bewaarder overgelegde akte tot regulariseering eener voorloopige inschrijving, zijn natuurlijk niet al de gegevens gevorderd welke vermelding vereischt is in het register van teboekstelling, indien al die gegevens nauwkeurig voorkomen in de op vertoon van het telegram gedane inschrijving. In dat geval zal het volstaan zoo de bewaarder enkel naar die inschrijving verwijst.

Artikel 16 neemt slechts de bepalingen over van artikel 84 der wet van 1851.

Artikel 17 bepaalt den rang der aan bekendmaking onderworpen akten. Met afwijking van artikel 81 der hypotheekwet, bepaalt het dien rang niet enkel door den dag der inschrijving, maar, voor het geval dat verschillende inschrijvingen denzelfden dag worden gedaan, regelt het de orde van voorrang door het nummer waaronder de overlegging der titels door den beheerder vermeld werd in het register der nederleggingen, dat wil zeggen, door de orde waarin de akten werden ingebracht. Dat is het bij artikel 123 der hypotheekwet voor de overschrijving gestelde beginsel.

In *artikel 18* wordt zonder meer artikel 85 der wet van 1851 overgenomen.

HOOFDSTUK III.

VAN DE VOORRECHTEN EN HYPOTHEKEN OP ZEESCHEPEN.

De artikelen 19, 20 en 21 brengen geene opmerkingen mede. Zij bevestigen enkel onbetwiste beginselen van de hypotheek-wet.

Artikel 22 huldigt eenen rechtvaardigheidsregel die in het zeerecht algemeen is aangenomen en stilzwijgenderwijze is bevestigd door artikel 312 van het Nederlandsch Wetboek van koophandel.

Het Congres van 1888 te Brussel uitte zich voor zijne aanneming, en reeds in de ontwerpen, in 1892, 1893 en 1894 door de Regeering neergelegd en in het wetsvoorstel der heeren Beernaert, Delbeker en Van den Broeck, is hij te vinden.

Die bepaling, zonder dewelke het zeekrediet immer ijdel zal blijken, brengt twee belangrijke gevolgen mede :

Eenerzijds verplicht zij den derde, die in België contracteert en alle zekerheid wil hebben, zich te vergewissen, dat het in den vreemde aangeworven zeeschip, toen het werd aangekocht, vrij en zuiver was van alle lasten volgens de vreemde wet. Anderzijds legt zij hem op, wil hij de door

hem op het schip verworven rechten behouden, niettegenstaande den verkoop van dat schip aan een vreemdeling, al de schikkingen te nemen welke de Belgische wet, ter handhaving van die rechten, vereischt.

I^o AFDEELING.

Van de voorrechten op zeeschepen.

De artikelen 23 en 24 behandelen de voorrechten op zeeschepen. Het getal dezer voorrechten wordt door het ontwerp vrij aanzienlijk verminderd.

Men schijnt het thans algemeen eens dat het getal der door de Belgische wet aangenomen voorrechten overdreven is en een ernstige hinderpaal voor de uitbreiding van het zeekrediet. Voorrechten hebben op hypotheek den voorrang; zoodat dezer uitwerksel voortdurend aan onzekerheid onderhevig is, welk bezwaar des te aanmerkelijker is, dat voorrechten niet door inschrijving bekend gemaakt worden.

In deze richting, heeft de « *Association belge pour l'unification du droit maritime* » voorgesteld eene heele reeks voorrechten af te schaffen, namelijk de voorrechten wegens aan leveranciers verschuldigde sommen (wet van 21 Augustus 1879, artikel, 2, n^{rs} 9 en 10), wegens tot het bouwen van het schip voorgeschoten sommen (artikel 2 n^o 11), wegens aan den verkooper voor den prijs van het schip verschuldigde sommen (artikel 2, n^o 13), wegens verzekeringspremiiën (artikel 2, n^o 12). (Verslag in de Internationale Conferencie van 1902 te Hamburg uitgebracht.)

Des te meer schijnt de afschaffing van de voorrechten van de leveranciers, den bouwmeester en den verkooper gewettigd, daar het den belanghebbenden licht valt, door het stellen van hypotheek tot zekerheid van hunne rechten, zich een bij overeenkomst bepaalden waarborg te bedingen. De afschaffing van het voorrecht der verzekeringspremie, als gevende aanleiding tot bijzondere voorkeur, is volkomen gerechtvaardigd door de overwegingen van den heer Delbeke in de toelichting, die aan den tekst der door hem op 8 Maart 1898 neergelegde amendementen voorafging: « De verzekeringspremie voldoet niet aan de vereischte voorwaarden die de voorkeur wettigen. Immers, het eene of het andere doet zich voor: of het schip heeft geene avarij veroorzaakt, en alsdan is het te verdeelen bedrag in geenen deele door de verzekering vermeerderd; of het heeft avarij veroorzaakt, en dan zal de verzekeraar er voor zorgen, dat van de schadeloosstelling het bedrag der premie afgehouden worde, daar dit klaar en eischbaar bedrag met volle recht tegen de schuldvordering van den verzekerde in rekening komt. »

Overeenkomstig het wetsvoorstel der heeren Beernaert, Delbeke en Van den Broeck, schaft het ontwerp dienvolgens al de even gemelde voorrechten af.

Het blijkt niet dat de oorzaken tot voorkeur, die bestaan blijven, een zware hinderpaal voor het krediet zouden zijn; zij het nu wijl het schuldvorderingen van gering bedrag geldt of schuldvorderingen waarvan de aard zelve het bestaan doet onderstellen; zij het nu omdat de feiten, die tot het voorrecht aanleiding geven, doorgaans bekend zijn in de haven, waar de uitleener, die hypotheek stellen wil, er van hooren kan.

Eene andere door artikel 23 bewerkstelligde hervorming bestaat hierin, dat voorrechten en hypotheek tot de nog niet betaalde scheepshuur uitgebreid worden.

Het huurgeld is als een deel van het schip. Het blijkt dan ook redematig het voordeel van het voorrecht tot de bij de inbeslagneming nog niet geïnde scheepshuur uit te breiden. Zoo past men op het zeerecht toe het in zake van onroerende goederen gevolgde stelsel, dat bovendien door de artikelen 104 der wet van 16 December 1851 en 22 en 23 der wet van 15 Augustus 1854 bekrachtigd is. Dat is ook het in de Engelsche zeewetten gehuldigde stelsel.

II^o AFDEELING.

Van de hypotheek op zeeschepen.

De artikelen 25 tot 36 regelen de hypotheek op zeeschepen. Over het algemeen geven die artikelen geene aanleiding tot bijzondere opmerkingen. Zij stellen het beginsel van de hypotheek op zeeschepen vast en onderwerpen de bekendmaking van dat recht aan enkele bijzondere regelen — behalve de algemeene bepalingen, door hoofdstuk II voor alle zakelijke rechten zonder onderscheid gesteld.

Alleen enkele bepalingen, die wijziging brengen in de bestaande wetgeving, dienen nader toegelicht te worden :

1^o Evenmin als voor den verkoop van zeeschepen wordt door het ontwerp, voor het vestigen van de hypotheek op die schepen, de noodzakelijkheid van een geschrift gehandhaafd. De redenen die de afschaffing van die voorwaarde wettigen werden vroeger uiteengezet. Er op terug komen is nutteloos;

2^o Bij artikel 52 is op 5 jaren, in plaats van 3 jaren, de termijn bepaald gedurende denwelken de inschrijving de kracht van de hypotheek handhaaft. Aan den schuldeischer dient het bezwaar van al te vaak hernieuwen bespaard;

3^o Bij de artikelen 33 en 35 worden de openbaarheid van akten die afstand medebrengen van een hypotheekrecht alsmede de doorhalingen en verminderingen van de inschrijvingen aan eene bijzondere formaliteit onderworpen wanneer de akte, die ze vaststelt, eene onderhandsche is. Alsdan eischen die artikelen dat, ter vervulling van de formaliteit, de titel tot vestiging van de hypotheek, waarop dezer inschrijving vermeld is, vertoond worde. Het vertoonen van den vestigingstitel is eene waarborg dat de toestemming van den overlater of van den schuldeischer wel echt is.

De bedoelde bepaling is aan artikel 20 der wet van 15 April 1884, op de geldleeningen voor de landbouwwerken, ontleend. Zij wordt, zooals het behoort, toepasselijk gemaakt op het geval waar de akte van afstand, doorhaling of vermindering, eene authentieke is, zoo zij verleden werd krachtens eene onderhandsche lastgeving of zoo zij buitenslands opgemaakt werd in de door de buitenlandsche wet voorziene vormen.

III. AFDEELING.

Van het tenietgaan van voorrechten en hypotheek.

De artikelen 37 tot 42, welke die punten behandelen, eischen geen uitlegging. Zij bepalen er zich bij, de beschikkingen der wet van 21 Augustus 1879 en die der wet van 16 December 1881, die ter zake toepasselijk zijn, te vereenigen en bij een te brengen.

HOOFDSTUK IV.

VAN DE BEKENDMAKING VAN DE HYPOTHECAIRE BESCHEIDEN EN VAN
DE VERANTWOORDELIJKHEID DER BEWAARDERS.

Door *artikel 43* wordt, tot vaststelling van de overgave der bescheiden, in zeevaartzaken ingebracht, een bijzonder register der nederleggingen ingesteld.

Het houden van dat bijzonder register zal voor gevolg hebben de formaliteiten betreffende de bekendmaking van de zakelijke rechten op de zeeschepen, volkomen af te scheiden van die betreffende de bekendmaking van dezelfde rechten op de onroerende goederen.

Artikel 44 belast de bestuurlijke macht met het bepalen van de regelen op het houden van het register van teboekstelling en op den vorm der inschrijvingen. Het zijn bijzonderheden van uitvoering die schijnen niet door den wetgever vastgesteld te moeten worden.

Artikel 45 beantwoordt aan artikel 127 der hypotheekwet. Naar luid van dezen tekst, kan ieder die het aanvraagt, een afschrift of een uittreksel van het register van teboekstelling, waaruit de hypothecaire toestand van het zeeschip blijkt, bekomen, alsmede een afschrift van de stukken zelven, die in de archieven van den bewaarder, voor teboekstelling of inschrijving, zijn neergelegd.

ARTIKEL 2.

Bij dat artikel wordt de rangorde van de titels der zeewet en de volgorde der nummers van de artikels hersteld. Het is het natuurlijk gevolg der nieuwe bepalingen van het ontwerp die, in doelmatige volgorde, in de wet van 1879 zijn ingelascht.

Bij de derde alinea wordt artikel 238 der wet van 1879 ingetrokken, voor zooveel het vorderingen naar aanleiding van eene overeenkomst van hypotheek op een zeeschip, aan bijzondere verjaring, na drie jaren, onderwerpt. Er bestaat hoegenaamd geene reden om de hypotheek, bijkomende waarborg eener schuldvordering, aan eene voor deze niet geldende bepaling te onderwerpen.

ARTIKEL 3.

Artikel 3 bevat eene overgangsbepaling die noodig wordt, gezien de aanneming van de nieuwe door het ontwerp gestelde wijze van bekendmaking. Daar het ontwerp de inschrijving doet geschieden, niet meer op naam van den eigenaar, maar op naam van het zeeschip, hoeven, met het oog zoo op grootere gemakkelijheid bij de opsporingen als op het regelmatig houden der registers, in het nieuw register van teboekstelling al de akten overgebracht worden, waaruit op zeeschepen bestaande rechten blijken.

De nieuwe inschrijving moet plaats vinden binnen drie jaren na den dag waarop de wet verplichtend werd. Al de akten, die terwijl de wet van 21 Augustus 1879 van kracht was, ter overschrijving werden toegelaten, zullen niet langer meer tegen derden kunnen ingeroepen worden indien, eens die termijn verstreken, zij niet werden ingeschreven overeenkomstig de bepalingen der nieuwe wet.

Echter, daar de tekst zelf van die akten in de ten kantore der hypotheekbewaring berustende registers voor overschrijving aangehaald is, kan de nieuwe inschrijving geschieden op enkel vertoon van een in tweevoud opgemaakt verzoekschrift, waarin de akte, welker inschrijving is aangevraagd, aangewezen wordt.

Wat de onder de kracht der wet van 1879 toegestane hypotheeken betreft, daarvoor hoeft de wetgever geen zorg te hebben. Het ongeldig worden der inschrijving, door driejarig verzuim (artikel 145 der wet van 1879), verzekert de volle zuivering van de hypothecaire lasten die thans zeeschepen zouden kunnen bezwaren.

ARTIKEL 4.

Artikel 4 omvat al de regelen betreffende het stelsel der binnenscheepvaart. Naar het voorbeeld van den Nederlandschen wetgever, maakt het ontwerp, na eerst de zeewetten te hebben geregeld, die wetten, in een bijzonderen titel, op de binnenscheepvaart van toepassing. Zoo wordt het II^e boek van ons Wetboek van koophandel aangevuld door een slottitel: « Van de binnenschepen ».

Artikel 253 van dezen nieuwen titel bepaalt wat een binnenschip is. Deze definitie stemt overeen met die welke artikel 1 van het ontwerp voor de zeeschepen bepaalt.

Artikel 254 maakt de bepalingen van titel I der herziene zeewet op de binnenschepen van toepassing. Volgens de bestaande terminologie, komt het *proces-verbaal* van meting in de plaats van den *meetbrief*, bedoeld bij de artikelen 4, 6 en 7 van hoofdstuk I, titel I.

Evenmin als voor de zeeschepen zijn er termen om tot bekendmaking van de op de binnenschepen bestaande zakelijke rechten te verplichten.

De hypothecaire teboekstelling is eene zaak, en de bij het koninklijk besluit van 27 Maart 1899 geregelde bestuurlijke teboekstelling is eene andere.

Als voor de zeeschepen, is een enkel kantoor aangewezen voor het inschrijven der op binnenschepen toegestane rechten.

Zooals voor de zeeschepen, in de toelichting der in 1877 door den heer De Lantsheere, Minister van Justitie, neergelegde wijzigingen, werd gezegd, is de aanwijzing van een enkel kantoor gewettigd door de noodzakelijkheid om de belangen der schuldeischers te vrijwaren. Het zeeschip, dat als in eene bepaalde haven te huis behoorende werd ingeschreven, kan van die haven tot eene andere overgaan. Daardoor zou, indien niet een kantoor alleen ware aangewezen, alle zekerheid voor de schuldeischers te loor gaan.

Een feit is dat, zoo meer kantoren bestonden, dit aanleiding zou geven tot ingewikkelde aantekeningen, overschrijvingen en mededeelingen van bescheiden onder kantoren, telkens een zeeschip van haven zou veranderen.

Bovendien komen de te vervullen formaliteiten niet dagelijks voor; niet alleen kan de belanghebbende ze gemakkelijk vervullen, maar ook elk ander, in zijn naam handelende persoon; en zelfs volstaat het eenvoudig opsturen der stukken per post. Al deze overwegingen, en overigens ook ons weinig uitgebreid grondgebied en de gemakkelijke verkeermiddelen, blijken volkomen voor de binnenscheepvaart een maatregel te wettigen, die in zeescheepvaartzaken bevonden werd geene bezwaren aan te bieden.

Dat de keuze van het bewaarkantoor op Brussel viel, wordt door de topografische ligging uitgelegd: in het hart van het land gelegen, is de hoofdstad insgelijks het middenpunt van al onze verkeerswegen.

Aan de zeewet brengt, wat de bevoorrechte schuldvorderingen op de binnenschepen betreft, het ontwerp eenige wijzigingen, die ingegeven werden door de bepalingen van het wetsvoorstel Beernaert c. s.

Bij artikel 255 worden op de binnenscheepvaart de bepalingen toegepast van hoofdstuk I, titel II, boek II van het Wetboek van koophandel, rakende de aansprakelijkheid der eigenaars van schepen.

In het belang echter der binnenscheepvaart en om deze bijzondere reden dat de schipper van een binnenschip er dikwijls de eigenaar van is, geeft het meer uitbreiding aan het vermogen om afstand te doen. Behoudens het geval van bedrog, komt zelfs het vermogen om afstand te doen dengene toe die tevens eigenaar en schipper van het binnenschip is, wegens door hem in de uitoefening van zijn ambt als schipper veroorzaakte schade.

De bepalingen van het Wetboek van koophandel omtrent het scheepsvolk zijn niet op de binnenscheepvaart van toepassing gemaakt. Die regelen zijn in het bijzonder eigen aan de zeescheepvaart.

De rechten en verplichtingen van den schipper en van de scheepslieden, wat de binnenscheepvaart aanbelangt, vallen onder het gewoon recht, namelijk onder de bepalingen van de overeenkomst wegens dienstuur. Alleen de artikelen 51, 59 en 60 (artikelen 12, 20 en 21 der wet van 21 Augustus 1879) zijn van toepassing gemaakt op de binnenscheepvaart. Die artikelen, welke de aansprakelijkheid van den kapitein vaststellen, kunnen zonder bezwaar tot de binnenschepen worden uitgebreid.

Bij artikel 256 wordt het vervoer per binnenschepen gebracht, niet onder de teksten van het Wetboek van koophandel die van toepassing zijn op de zeeschepen (boek II, titels III en IV der wet van 21 Augustus 1879), maar onder de bepalingen der wet van 23 Augustus 1' 91 betreffende de overeenkomst van vervoer. Deze bepalingen beheeren reeds het vervoer per binnenschepen; er bestaat geene reden om iets nieuws in te voeren; en zoo is ook bepaald in het wetsontwerp van de heeren Beernaert, Delbeke en Van den Broeck en in de Nederlandsche wet.

De artikelen 257, 259 en 260 verwijzen in beginsel naar al de bepalingen van het Wetboek van zeescheepvaart wat aangaat de gemeene avarij, de verzekering op binnenschepen en de aanvaring.

Artikel 261, ten slotte, bepaalt er zich bij den termijn van verjaring vast te stellen. Wat aangaat de bepalingen omtrent de bodemerijovereenkomst en de gronden van niet ontvankelijkheid, zij zijn volstrekt eigen aan de zeescheepvaart alleen.

* * *

Zoo is, mijne heeren, de inrichting van het wetsontwerp dat de Regceering de eer heeft U ter overweging aan te bieden.

De bepalingen van dat ontwerp vereischen eene noodige aanvulling. De inbeslagneming en de gedwongen verkoop der zeeschepen zijn heden nog beheerd door de bepalingen van artikelen 197 tot 215 van het oude Wetboek van koophandel; de inbeslagneming en de verkoop van binnenschepen door de bepalingen van titel VIII, boek V, van het Wetboek van Burgerlijke rechtspleging en namelijk door artikel 620 van dat wetboek.

Het is niet mogelijk dien toestand te bestendigen die in het leven werd geroepen in een tijd toen de hypotheek niet bestond, noch voor de zeescheepvaart noch voor de binnenscheepvaart.

De gedwongen onteigening van zee- en binnenschepen zal in een spoedig aan te bieden wetsontwerp worden behandeld.

*De Minister van Financiën
en Openbare Werken,*
C^{te} DE SMET DE NAEYER.

De Minister van Justitie,
J. VAN DEN HEUVEL.

PROJET DE LOI.**WETSONTWERP.****LÉOPOLD II,****ROI DES BELGES,***A tous présents et à venir, Salut.*

Sur la proposition de Nos Ministres des
Finances et des Travaux publics et de la
Justice,

NOUS AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :

Notre Ministre de la Justice est chargé de
présenter en Notre nom, aux Chambres
législatives, le projet de loi dont la teneur
suit :

ARTICLE PREMIER.

Les titres I^{er} et V de la loi du 21 août 1879
formant le livre II du Code de commerce
sont abrogés et remplacés par les disposi-
tions suivantes :

TITRE I^{er}.

**Des navires et autres bâtiments
de mer.**

CHAPITRE I^{er}.**DES NAVIRES ET DE LEUR IMMATRICULATION.****ARTICLE PREMIER.**

Sont considérés comme navires, pour
l'application de la présente loi, tous bâti-
ments qui sont ou sont destinés à faire habi-
tuellement en mer le transport des personnes
ou des choses, la pêche, le remorquage ou
toute autre opération lucrative de navigation.

LEOPOLD II,**KONING DER BELGEN,***Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, Heil !*

Op voorstel van Onze Ministers van
Financiën en Openbare Werken en van
Justitie,

WIJ HEBBEN BESLOTEN EN WIJ BESLUITEN :

Onze Minister van Justitie is belast met
in Onzen naam aan de Wetgevende Kamers
het wetsontwerp aan te bieden waarvan de
inhoud volgt :

EERSTE ARTIKEL.

De titels I en V der wet van 21 Augustus
1879, zijnde boek II van het Wetboek van
koophandel, zijn ingetrokken en door de
navolgende bepalingen vervangen :

EERSTE TITEL.

**Van zeeschepen en andere
zeevaartuigen.**

EERSTE HOOFDSTUK.**VAN ZEESCHEPEN EN HUNNE TEBOEKSTELLING.****EERSTE ARTIKEL.**

Met het oog op de toepassing dezer wet,
worden als zeeschepen aanzien alle vaar-
tuigen gewoonlijk gebruikt of bestemd tot
het vervoer van personen of zaken, tot vis-
schen, sleepen, of tot elke andere winstge-
vende verrichting van scheepvaart op de
zeewateren.

ART. 2.

Les navires sont meubles. Néanmoins, ils ne sont pas soumis à la règle suivant laquelle, en fait de meubles, la possession vaut titre.

ART. 3.

Les navires qui portent pavillon belge ou qui sont en construction en Belgique, peuvent, à la demande des intéressés, être immatriculés au bureau de la conservation des hypothèques à Anvers.

ART. 4.

L'immatriculation a lieu sur la production au conservateur des hypothèques du certificat de jaugeage et d'un duplicata de ce document.

Le conservateur mentionne dans un registre *ad hoc* sous un numéro spécial :

1^o La lettre, le numéro, le lieu et la date du certificat de jaugeage;

2^o Le nom et le mode de puissance motrice du navire, les matériaux de sa coque, la date de sa construction, ses dimensions, son tonnage et, s'il s'agit d'un navire à vapeur, le nombre de chevaux nominaux de sa machine motrice.

ART. 5.

L'immatriculation d'un navire en construction a lieu sur la présentation au conservateur d'une requête en double.

Le conservateur mentionne sur son registre sous un numéro spécial :

1^o La date de la requête;

2^o L'emplacement de la mise sur chantier du navire, son nom, le mode de puissance motrice du bâtiment, les matériaux de sa coque, ses dimensions et son tonnage présumés et, s'il s'agit d'un navire à vapeur, le nombre de chevaux nominaux de sa machine motrice.

ART. 2.

Zeeschepen zijn roerende goederen. Echter vallen zij niet onder den regel volgens denwelken, waar het roerende goederen betreft, bezit als titel geldt.

ART. 3.

Schepen die de belgische vlag voeren of die in Belgie in aanbouw zijn, kunnen, op aanvraag der belanghebbenden, teboekgesteld worden ten kantore der hypotheekbewaring te Antwerpen.

ART. 4.

De teboekstelling geschiedt op overlegging bij den hypotheekbewaarder van den meetbrief en van een dubbel van dat stuk.

De bewaarder vermeldt in een daartoe bestemd register, onder een bijzonder nummer :

1^o De letter, het nummer, de plaats en den datum van den meetbrief;

2^o Den naam en den aard der drijfkracht van het schip, de materialen zijner romp, den datum van zijn bouw, zijne afmetingen, zijne tonnemaat en, is het een stoomschip, het aantal der nominale paardenkrachten van zijn stoomtuig.

ART. 5.

De teboekstelling van een in aanbouw zijnde schip geschiedt op overlegging, bij den bewaarder, van eene aanvraag in dubbel.

De bewaarder vermeldt in zijn register onder een bijzonder nummer :

1^o Den datum der aanvraag;

2^o De plaats waar het schip op stapel is gezet, zijn naam, den aard der drijfkracht van het vaartuig, de materialen zijner romp, zijne vermoedelijke afmetingen en tonnemaat en, is het een stoomschip, het aantal der nominale paardenkrachten van zijn stoomtuig.

ART. 6.

Les changements qui surviennent dans les faits prévus sous le n^o 2^o des deux articles précédents, sont portés au registre matricule, à la suite de la première annotation, sur la production du certificat de jaugeage qui constate ces changements et d'un duplicata de ce document.

Tout nouveau certificat de jaugeage doit rappeler les certificats antérieurs, par la désignation de leur lettre, de leur numéro, de leur date et du nom du navire auquel ils s'appliquent.

ART. 7.

Le conservateur certifie, au pied du certificat de jaugeage ou, le cas échéant, de l'un des doubles de la requête, qu'il a fait l'annotation requise, dont il indique la date et le numéro, et il restitue la pièce à l'intéressé.

CHAPITRE II.

DE LA PUBLICITÉ DES DROITS RÉELS
CONCÉDÉS SUR LES NAVIRES.

ART. 8.

Les actes et jugements faisant preuve d'une convention constitutive, translatrice, déclarative ou extinctive d'un droit réel, autre qu'un privilège, sur un navire construit ou en construction, sont inscrits au bureau de la conservation des hypothèques désigné sous l'article 3; jusque-là ils ne peuvent être opposés aux tiers.

ART. 9.

Sont également inscrites au dit bureau, les demandes tendant à faire déclarer la résolution, la révocation ou l'annulation d'une convention rentrant dans les termes de l'article précédent, et les décisions rendues sur ces demandes.

Ces demandes ne sont recevables que si

ART. 6.

De veranderingen die voorkomen in de onder n^o 2^o van de twee voorgaande artikelen bedoelde feiten, worden in het register van teboekstelling vermeld achter de eerste aantekening, op overlegging van den meetbrief waarbij de wijzigingen vastgesteld zijn en van een dubbel van dat stuk.

In iederen nieuwen meetbrief moeten de vroegere meetbrieven aangehaald zijn, door opgave van hunne letter, hun nummer, hun datum en van den naam van het schip waarop zij betrekking hebben

ART. 7.

Onderaan den meetbrief of, zoo het pas geeft, onderaan een der dubbels van de aanvraag, bevestigt de bewaarder dat hij de gevraagde aantekening gedaan heeft, waarvan hij datum en nummer aanduidt, en hij geeft het stuk aan den belanghebbende terug.

HOOFDSTUK II.

VAN BEKENDMAKING DER OP ZEESCHEPEN
VERLEENDE ZAKELIJKE RECHTEN.

ART. 8.

De akten en vonnissen die tot bewijs strekken van eene overeenkomst tot vestiging, tot overdracht, tot verklaring of tot te niet gaan van een zakelijk recht, dat geen voorrecht is, op een reeds gebouwd of in aanbouw zijnde zeeschip, worden ingeschreven aan het onder artikel 5 aangewezen kantoor der hypotheekbewaring; tot dan toe kunnen ze aan derden niet worden tegengesteld.

ART. 9.

Worden eveneens ten gemelden kantore ingeschreven, de aanvragen die er toe strekken de ontbinding, de herroeping of de vernietiging eener in de bewoordingen van het voorgaand artikel vallende overeenkomst te doen verklaren, alsmede de op die aanvragen gegeven beslissingen.

Die aanvragen zijn slechts ontvankelijk

elles ont été inscrites. L'exception doit être supplée d'office par le juge et elle peut être opposée en tout état de cause.

Les greffiers ne peuvent, sous peine de tous dommages-intérêts, délivrer aucune expédition du jugement, avant qu'il leur ait été justifié que le jugement a été inscrit.

ART. 10.

Les actes sous seing privé et les actes authentiques sont admis à l'inscription.

ART. 11.

Aucun acte n'est admis à l'inscription si le navire auquel il se rapporte n'est pas immatriculé.

ART. 12.

L'inscription prévue par l'article 8 est faite au registre matricule sur la présentation, au conservateur des hypothèques, de l'acte soumis à la publicité, s'il est sous seing privé, et d'une expédition de cet acte, s'il est authentique.

Si l'acte est sous seing privé, il est présenté en deux originaux dont l'un est exempt du timbre. S'il est authentique, il est joint à l'expédition une copie certifiée, exempte du timbre.

ART. 13.

Le conservateur des hypothèques mentionne sur le registre matricule :

1^o La date de l'acte ;

2^o La nature de l'acte et, s'il est authentique, la désignation de l'officier public ou du tribunal dont il émane ;

3^o Les noms, prénoms, professions et domiciles des parties ;

4^o La nature de la convention et ses éléments principaux.

indien zij ingeschreven geworden zijn. Wordt de exceptie niet ingeroepen, dan zal daarin door den rechter worden voorzien en zij kan tegengesteld worden in elken stand der zaak.

De griffiers mogen, op straf van alle schadeloosstellingen, geene expeditie van het vonnis afleveren, vooraleer hun het bewijs geleverd zij dat het vonnis ingeschreven werd.

ART. 10.

Onderhandsche akten en authentieke akten worden ter inschrijving aangenomen.

ART. 11.

Geene akte wordt ter inschrijving aangenomen zoo het schip waarop zij betrekking heeft niet teboekgesteld is.

ART. 12.

De in artikel 8 bedoelde inschrijving wordt in het register van teboekstelling gedaan op overlegging, bij den hypotheekbewaarder, van de aan bekendmaking onderworpen akte, zoo het eene onderhandsche akte is, en van eene expeditie dier akte, zoo het eene authentieke akte is.

Is de akte eene onderhandsche, dan wordt zij in twee origineelen overgelegd waarvan een vrij is van het zegel. Is de akte eene authentieke, dan wordt aan de expeditie een gewaarmerkt afschrift, vrij van zegel, toegevoegd.

ART. 13.

De hypotheekbewaarder vermeldt in het register van teboekstelling :

1^o Den datum der akte ;

2^o Den aard der akte en, zoo het eene authentieke akte is, de aanduiding van den openbaren ambtenaar of de rechtbank waarvan zij uitgaat ;

3^o Namen, voornamen, beroep en woonplaatsen der partijen ;

4^o Den aard der overeenkomst en hare voornaamste gegevens.

ART. 14.

Le conservateur, après avoir opéré l'inscription, remet au requérant l'expédition du titre s'il est authentique et l'un des originaux s'il est sous seing privé. Il certifie au pied de l'acte avoir fait l'inscription, dont il indique la date et le numéro.

La copie certifiée de l'acte authentique ou l'original exempt du timbre, si l'acte est sous seing privé, restent déposés au bureau.

ART. 15.

Si l'acte soumis à inscription est fait par le capitaine en cours de voyage, la formalité peut être accomplie sur le vu d'un télégramme contenant les indications mentionnées dans l'article 13.

Cette formalité opère tous ses effets légaux à condition que, dans les trois mois à compter de l'inscription du télégramme, l'acte soit présenté au conservateur des hypothèques pour être soumis à l'inscription.

ART. 16.

L'inscription exigée par l'article 9 est faite au registre matricule sur la présentation au conservateur :

1° S'il s'agit d'une demande en justice, de deux extraits contenant les noms, prénoms, professions et domiciles des parties, les droits dont la résolution, la révocation ou l'annulation est demandée et le tribunal qui doit connaître de l'action;

2° S'il s'agit d'un jugement, de deux extraits délivrés par le greffier, contenant les noms, prénoms, professions et domiciles des parties, le dispositif de la décision et le tribunal ou la cour qui l'a rendue.

Le conservateur remet au requérant un des extraits sur lequel il certifie que l'inscription a été faite.

A défaut d'immatriculation du navire auquel se rapporte la demande de résolution,

ART. 14.

Na de inschrijving gedaan te hebben, overhandigt de bewaarderaan den aanvrager de expeditie van den titel, zoo deze een authentieke is, en een der origineelen, zoo het een onderhandsche is. Onderaan de akte bevestigt hij dat de inschrijving, waarvan hij datum en nummer opgeeft, door hem gedaan werd.

Het gewaarmerkt afschrift der authentieke akte of het origineel vrij van zegel, zoo de akte eene onderhandsche is, blijven ten kantore berusten.

ART. 15.

Wordt de aan inschrijving onderworpen akte door den kapitein tijdens de reis opge maakt, dan kan de formaliteit vervuld worden op vertoon van een telegram inhoudende de in artikel 13 bedoelde opgaven.

Die formaliteit bewerkt al hare wettelijke gevolgen mits, binnen drie maanden na de inschrijving van het telegram, de akte overgelegd worde bij den hypotheekbewaarder om ingeschreven te worden.

ART. 16.

De bij artikel 9 vereischte inschrijving wordt gedaan in het register van teboekstelling op overlegging bij den bewaarder :

1° Zoo het een eisch in rechte geldt, van twee uittreksels vermeldende namen, voornamen, beroep en woonplaatsen der partijen, de rechten welker ontbinding, herroeping of vernietiging gevraagd wordt en de rechtbank die de zaak te behandelen heeft;

2° Zoo het een vonnis geldt, van twee door den griffier verstrekte uittreksels, vermeldende namen, voornamen, beroep en woonplaatsen der partijen, het dispositief der beslissing en de rechtbank die of het hof dat deze gegeven heeft.

De bewaarder overhandigt aan den aanvrager een der uittreksels waarop hij bevestigt dat de inschrijving gedaan werd.

Is het schip waarop de aanvraag tot ontbinding, tot herroeping of tot vernietiging

de révocation ou d'annulation, le conservateur se borne à constater la remise des dits extraits au registre de dépôts, sauf à faire l'inscription si l'immatriculation est ultérieurement requise.

ART. 17.

Si plusieurs titres soumis à la publicité ont été présentés le même jour à la conservation des hypothèques, la préférence se détermine d'après le numéro d'ordre sous lequel la remise des titres aura été mentionnée par le conservateur au registre de dépôts.

ART. 18.

L'omission de l'une ou de plusieurs des formalités prescrites par les articles qui précèdent n'entraîne pas la nullité de l'inscription, à moins qu'il n'en soit résulté un préjudice pour les tiers.

CHAPITRE III.

DES PRIVILÈGES ET HYPOTHÈQUES MARITIMES.

ART. 19.

Les droits de préférence entre les créanciers d'un navire résultent soit de privilèges, soit d'hypothèques. Les privilèges sont attachés à la qualité de la créance; ils priment toujours les hypothèques.

ART. 20.

Les créanciers ayant privilège ou hypothèque inscrite sur un navire le suivent, en quelques mains qu'il passe, pour être colloqués et payés suivant l'ordre de leurs créances ou inscriptions.

betrekking heeft, niet teboekgesteld, dan bepaalt zich de bewaarder erbij de overlegging der bedoelde uittreksels in het register der nederleggingen vast te stellen, behoudens de inschrijving te doen zoo de teboekstelling later gevraagd wordt.

ART. 17.

Indien verschillende aan bekendmaking onderworpen titels denzelfden dag ter hypotheekbewaring werden aangeboden, wordt de voorrang bepaald volgens het volgnummer waaronder de overlegging der titels door den bewaarder in het register der nederleggingen werd vermeld.

ART. 18.

Verzuim van een of meer van de bij de voorgaande artikelen opgelegde formaliteiten, brengt de nietigheid der inschrijving niet mede, tenzij er voor derden een nadeel uit voortgesproten zij.

HOOFDSTUK III.

VAN VOORRECHTEN EN HYPOTHEKEN OP ZEESCHEPEN.

ART. 19.

De rechten van voorrang onder de schuldeischers van een zeeschip vloeien voort hetzij uit voorrechten, hetzij uit hypotheeken. De voorrechten zijn afhankelijk van de hoedanigheid der schuldvordering; zij hebben altijd den voorrang boven de hypotheeken.

ART. 20.

De schuldeischers die op eenig zeeschip een voorrecht of eene ingeschreven hypotheek hebben, vervolgen hun recht op dat schip in welke handen het overga, om gerangschikt en betaald te worden volgens de orde hunner schuldvorderingen of inschrijvingen.

ART. 21.

Faute par le tiers détenteur de payer les dettes privilégiées et hypothécaires, dans les termes et délais accordés au débiteur, ou de remplir les formalités qui seront établies ci-après pour purger sa propriété, chaque créancier a le droit de faire vendre sur lui le navire grevé.

ART. 22.

Le changement de nationalité ne préjudicie pas aux droits existants sur le navire. L'étendue de ces droits est réglée par la loi du pavillon que portait légalement le navire au moment où s'est opéré le changement de nationalité.

SECTION 1^{re}.*Des privilèges maritimes.*

ART. 23.

Sont privilégiées, sur le navire et sur le fret, dans l'ordre où elles sont rangées, les créances ci-après désignées :

1^o Les frais de justice et autres faits pour parvenir à la vente et à la distribution du prix ;

2^o Les droits de navigation établis conformément à la loi, ainsi que les frais de remorquage ;

3^o Les gages du gardien et frais de garde du bâtiment, depuis son entrée dans le port jusqu'à la vente ;

4^o Le loyer des magasins où se trouvent déposés les agrès et les apparaux ;

5^o Les frais d'entretien du bâtiment et de ses agrès et apparaux depuis son entrée dans le port ;

6^o Les frais et indemnités dus à l'occasion du sauvetage ou de l'assistance maritime pour le dernier voyage ;

7^o Les loyers et gages du capitaine et autres gens de l'équipage, employés depuis l'ouverture du dernier rôle d'équipage, quel

ART. 21.

Zoo de derde bezithouder de bevoorrechte en hypotheecaire schulden niet betaald heeft binnen de tijdsbestekken en uitstellen aan den schuldenaar verleend, of zoo hij verzuimt de formaliteiten te vervullen die verder zullen bepaald worden tot zuivering van zijn eigendom, dan heeft ieder schuld-eischer het recht het bezwaarde schip te zijnen nadeele te doen verkoopen.

ART. 22.

Verandering van nationaliteit benadeelt de rechten niet waarmede het schip bezwaard is. De uitgestrektheid van deze rechten wordt geregeld door de wet van de vlag die het schip wettig voerde wanneer de verandering van nationaliteit bewerkt werd.

1^o AFDEELING.*Voorrechten op zeeschepen.*

ART. 23.

Op het schip en op de scheepshuur zijn bevoorrecht de na te melden schuldvorderingen, in de orde waarin ze zijn gerangschikt :

1^o De gerechtskosten en andere kosten gedaan om te geraken tot den verkoop en de verdeeling van den prijs ;

2^o De overeenkomstig de wet gestelde scheepvaartrechten, alsmede de kosten voor het sleepen ;

3^o Het dienstloon van den bewaker en de kosten voor bewaking van het schip, sedert het de haven binnenliep tot den verkoop ;

4^o De huur van bergplaatsen waar zeil en treil worden ondergebracht ;

5^o De kosten van onderhoud van het schip, van zeil en treil, sedert het de haven binnenliep ;

6^o De kosten en vergoedingen verschuldigd wegens het redden of het uit den nood helpen in zee tijdens de laatste reis ;

7^o Het huur- en dienstloon van den kapitein en de scheepslieden die in dienst zijn sedert het opmaken der laatste scheepsrol,

que soit le mode de rémunération de leurs services;

8^o Les sommes prêtées au capitaine pour les besoins du bâtiment pendant le dernier voyage et le remboursement du prix des marchandises par lui vendues pour le même objet;

9^o Les dommages-intérêts dus aux affréteurs pour défaut de délivrance des marchandises qu'ils ont chargées ou pour remboursement des avaries souffertes par les dites marchandises par la faute du capitaine ou de l'équipage;

10^o Les dommages-intérêts dus pour cause d'abordage.

Les créanciers privilégiés qui sont dans le même rang, viennent en concurrence et au marc le franc en cas d'insuffisance du prix.

Néanmoins, entre créances comprises sous les n^{os} 6, 8 et 9, celles qui résultent d'une cause plus récente priment celles qui sont nées d'une cause antérieure.

ART. 24.

Le privilège accordé aux créances énoncées dans le précédent article ne peut être exercé que si elles sont justifiées dans les formes suivantes :

1^o Les frais de justice, au moyen des états de frais arrêtés par les juges ou tribunaux compétents;

2^o Les droits de navigation et autres, au moyen de quittances délivrées par les receveurs;

3^o Les frais de remorquage et les créances désignées par les n^{os} 3, 4 et 5 de l'article 25, au moyen d'états arrêtés par le président du tribunal de commerce;

4^o Les gages et loyers de l'équipage, au moyen des rôles d'équipage et de licenciement arrêtés dans les bureaux du commissaire maritime;

5^o Les sommes prêtées et la valeur des marchandises vendues pour les besoins du navire pendant le dernier voyage, au moyen d'états arrêtés par le capitaine et appuyés de procès-verbaux qui constatent la nécessité

op welke wijze ook hunne diensten worden bezoldigd;

8^o De gelden aan den kapitein geleend voor de behoeften van het schip tijdens de laatste reis en de terugbetaling van den prijs der koopwaren met hetzelfde doel door hem verkocht;

9^o De schadeloosstellingen aan de bevrachters verschuldigd wegens niet aflevering van door hen ingeladen koopwaren of wegens terugbetaling van aan die koopwaren overkomen avarij door de schuld van den kapitein of van het scheepsvolk;

10^o De schadeloosstellingen verschuldigd wegens aanvaring.

De bevoorrechte schuldeischers die denzelfden rang innemen, komen in samen-derling en pondspondsgewijze bij ontoereikendheid van den prijs.

Echter zijn, onder de schuldvorderingen bedoeld in n^{os} 6, 8 en 9, diegene welke uit eene latere aanleiding voortkomen, bevoorrecht boven die welke uit eene vroegere aanleiding ontstonden.

ART. 24.

Van het voorrecht aan de in het voorgaande artikel bedoelde schuldvorderingen verleend, kan slechts gebruik worden gemaakt wanneer zij als volgt gestaafd zijn :

1^o De gerechtskosten, door staten van kosten door de bevoegde rechters of rechtbanken vastgesteld;

2^o De scheepvaartrechten en andere, door kwijtschriften afgeleverd door de ontvangers;

3^o De kosten voor sleepen en de schuldvorderingen bedoeld in n^{os} 3, 4 en 5 van artikel 25, door staten vastgesteld door den voorzitter der rechtbank van koophandel;

4^o Het huur- en dienstloon van het scheepsvolk, door de scheeps- en afdankingsrollen ten kantore van den waterschout opgemaakt;

5^o De geleende gelden en de waarde der voor de behoeften van het schip tijdens de laatste reis verkochte koopwaren, door staten vastgesteld door den kapitein en gesteund op processen-verbaal tot bevestiging van de

des emprunts et sont signés par le capitaine et les principaux de l'équipage.

6° Les frais et indemnités dus à l'occasion du sauvetage ou de l'assistance maritime, les dommages-intérêts dus aux affréteurs et ceux pour cause d'abordage, au moyen des jugements ou des sentences arbitrales qui sont intervenues ou au moyen de règlements arrêtés entre les parties et approuvés par le président du tribunal de commerce.

SECTION II.

De l'hypothèque maritime.

ART. 25.

Les navires peuvent être hypothéqués par la convention des parties.

Les articles 73, 74 et 75 de la loi du 16 décembre 1851 sont applicables à l'hypothèque maritime.

ART. 26.

L'hypothèque maritime n'est valable que si elle est consentie sur des bâtiments spécialement désignés et pour une somme déterminée.

Elle peut être constituée sur un navire en construction.

Sont applicables l'article 79 et les cinq derniers alinéas de l'article 80 de la loi du 16 décembre 1851.

ART. 27.

L'hypothèque maritime s'étend, à moins de convention contraire, aux agrès, appareils, machines et autres accessoires. Elle s'étend également au fret.

ART. 28.

L'hypothèque garantit, au même rang que le capital, trois années d'intérêt.

noodwendigheid der ontleeningen, geteekend door den kapitein en door de bijzondersten onder het scheepsvolk;

6° De kosten en vergoedingen verschuldigd wegens het redden of uit den nood helpen in zee van het schip, de schadeloosstellingen verschuldigd aan bevrachters en die wegens aanvaring, door vonnissen of door scheidsrechterlijke uitspraken die mochten gegeven geweest zijn, of door regelingen tusschen partijen vastgesteld en door den voorzitter der rechtbank van koophandel goedgekeurd.

II^o AFDEELING.

Van hypotheek op zeeschepen.

ART. 25.

Zeeschepen kunnen met hypotheek bezwaard worden bij overeenkomst der partijen.

De artikelen 73, 74 en 75 der wet van 16 December 1851 zijn van toepassing op de hypotheek op zeeschepen.

ART. 26.

De hypotheek op zeeschepen is alleen dan geldig wanneer zij bewilligd is op in 't bijzonder aangewezen vaartuigen en voor eene bepaalde som.

Zij kan gevestigd worden op een in aanbouw zijnde zeeschip.

Van toepassing zijn artikel 79 en de laatste vijf alinea's van artikel 80 der wet van 16 December 1851.

ART. 27.

Behoudens strijdig beding, strekt zich de hypotheek op zeeschepen uit tot zeil en treil, de machine's en andere toebehooren. Ook strekt zij zich uit tot de scheepshuur.

ART. 28.

De hypotheek waarborgt, op denzelfden rang als de hoofdsom, drie jaren interest.

ART. 29.

L'hypothèque peut être inscrite tant qu'elle existe.

En cas de mort du débiteur, l'inscription doit être faite dans les trois mois de l'ouverture de la succession.

L'inscription ne peut plus être prise après l'inscription de l'acte d'aliénation, ni après la faillite du débiteur.

ART. 30.

Le titre constitutif de l'hypothèque contient élection de domicile par le créancier dans le lieu de la résidence du conservateur des hypothèques.

Celui-ci mentionne sur le registre matricule, outre les énonciations prescrites par l'article 13 :

1^o Le taux et l'échéance de l'intérêt ainsi que le terme du remboursement du capital;

2^o Le cas échéant, la stipulation de voie parée;

3^o L'élection de domicile.

A défaut d'élection de domicile, toutes significations et notifications relatives à l'inscription pourront être faites au procureur du roi de l'arrondissement.

Il est loisible à celui au profit duquel une inscription existe ou à ses représentants de changer le domicile élu, en suivant les formalités tracées par l'article 88 de la loi du 16 décembre 1851.

ART. 31.

Entre les créanciers hypothécaires, le rang s'établit par la date et, si la date est la même, par le numéro d'ordre de l'inscription.

ART. 32.

L'inscription conserve l'hypothèque pendant cinq ans à compter du jour de sa date.

ART. 29.

De hypotheek kan worden ingeschreven zoolang zij bestaat.

Bij overlijden van den schuldenaar, moet de inschrijving geschieden binnen drie maanden na het openvallen der nalatenschap.

Geene inschrijving mag meer genomen worden na de inschrijving der akte van vervreemding of na het faillissement des schuldenaars.

ART. 30.

De titel tot vestiging der hypotheek bevat woonstkeuze van den schuldeischer ter verblijfplaats van den hypotheekbewaarder.

Deze vermeldt in het register van teboekstelling, buiten de in artikel 13 opgelegde opgaven :

1^o Het bedrag en de vervaltijd van den interest alsook het tijdstip voor terugbetaling der hoofdsom;

2^o Als het pas geeft, het beding van onmiddellijke uitvoerbaarheid;

3^o De woonstkeuze.

Zoo geene woonstkeuze gedaan werd, mogen alle beteekeningen en aanzeggingen betreffende de inschrijving aan den procureur des konings van het arrondissement gedaan worden.

Aan dengene te wiens behoefte eene inschrijving gedaan is of aan zijne vertegenwoordigers staat het vrij de gekozen woonst te veranderen, mits inachtneming van de in artikel 88 der wet van 16 December 1851 gestelde formaliteiten.

ART. 31.

Onder hypothecaire schuldeischers wordt de rang door de dagteekening bepaald en, zoo de dagteekening dezelfde is, door het volgnummer der inschrijving.

ART. 32.

De inschrijving handhaaft de hypotheek gedurende vijf jaren, te rekenen van haren

Son effet cesse si l'inscription n'a pas été renouvelée avant l'expiration de ce délai.

L'inscription est renouvelée sur la présentation, au conservateur des hypothèques, d'une requête en double contenant l'indication précise de l'inscription à renouveler; sinon, elle ne vaudra que comme inscription première.

ART. 53.

Lorsque l'acte emportant cession d'un droit d'hypothèque est sous seing privé, le titre constitutif de l'hypothèque, revêtu de la relation de son inscription, doit être représenté au conservateur. Celui-ci y fait mention de la cession.

Il en est de même lorsque l'acte est authentique, s'il a été passé en vertu d'un mandat sous seing privé ou s'il a été fait à l'étranger dans les formes admises par la loi étrangère.

ART. 34.

En cas de perte ou d'innavigabilité du navire, les droits du créancier s'exercent sur les choses sauvées ou sur leur produit, alors même que la créance ne serait pas encore exigible.

L'inscription de l'hypothèque vaut opposition au paiement de l'indemnité d'assurance. Dans le cas de règlement d'avaries concernant le navire, le créancier hypothécaire peut intervenir pour la conservation de ses droits; il ne peut les exercer que dans le cas où l'indemnité, en tout ou en partie, n'aurait pas été ou ne serait pas employée à la réparation du navire.

ART. 35.

Les inscriptions sont rayées ou réduites du consentement des parties intéressées ayant capacité à cet effet, ou en vertu d'un jugement passé en force de chose jugée.

datum. Zij houdt op van kracht te zijn; indien de inschrijving vóór het verstrijken van dien termijn niet is vernieuwd geworden.

De inschrijving wordt vernieuwd op overlegging, bij den hypotheekbewaarder, van een verzoekschrift in dubbel bevattende de nauwkeurige aanduiding van de te vernieuwen inschrijving; zoo niet geldt zij slechts als eerste inschrijving.

ART. 33.

Wanneer de akte die afstand van een hypotheekrecht medebrengt, eene onderhandsche is, moet de titel tot vestiging der hypotheek, waarop hare inschrijving vermeld is, aan den bewaarder vertoond worden. De bewaarder vermeldt daarop den afstand.

Zoo ook waar het eene authentieke akte geldt, indien zij verleden werd krachtens eene onderhandsche lastgeving of indien zij in het buitenland in de door de buitenlandsche wet voorziene vormen opgemaakt werd.

ART. 34.

Bij vergaan of onzeewaardigheid van het schip, worden de rechten van den schuldeischer uitgeoefend op de geredde voorwerpen of op dezer opbrengst, ook al ware de schuldvordering nog niet vervallen.

De inschrijving der hypotheek geldt als verzet tegen de uitbetaling der vergoeding van verzekering. Bij regeling van avarij het schip betreffende, mag de hypotheecaire schuldeischer tussekomen tot vrijwaring zijner rechten; maar hij mag die slechts uitoefenen wanneer de vergoeding, geheel of gedeeltelijk, niet tot herstelling van het schip aangewend werd of wordt.

ART. 33.

De inschrijvingen worden doorgehaald of verminderd mits toestemming der belanghebbende partijen die daartoe bekwamenheid hebben, of ten gevolge van een vonnis dat in kracht van gewijsde is gegaan.

La radiation ou la réduction est opérée par le conservateur, soit sur le dépôt d'une expédition de l'acte authentique de consentement, soit sur le dépôt de l'acte en brevet et d'une copie certifiée sur papier libre, soit sur le dépôt de l'acte sous seing privé, soit sur le dépôt d'une expédition du jugement.

Un extrait littéral de l'acte authentique suffit, lorsqu'il y est déclaré, par le notaire qui l'a délivré, que l'acte ne contient ni conditions ni réserves.

Si l'acte est sous seing privé, il est dressé en deux originaux, dont l'un est exempt du timbre, et la radiation totale ou partielle n'est opérée que sur la représentation du titre constitutif d'hypothèque, revêtu de la relation de son inscription. Le conservateur y fait mention de la radiation totale ou partielle de l'inscription.

La représentation du titre constitutif est également requise lorsque l'acte est authentique, s'il a été passé en vertu d'un mandat sous seing privé ou s'il a été fait à l'étranger dans les formes admises par la loi étrangère.

ART. 36.

Les demandes en radiation et en réduction sont régies par les articles 94 et 98 de la loi du 16 décembre 1851.

SECTION III.

De l'extinction des privilèges et hypothèques.

ART. 37.

Les privilèges et hypothèques s'éteignent :

- 1^o Par l'extinction de l'obligation principale,
- 2^o Par la renonciation du créancier ;

De doorhaling of de vermindering wordt door den bewaarder gedaan, hetzij op nederlegging eener expeditie van de authentieke akte van toestemming, hetzij op nederlegging van de akte in brevet en van een gewaarmerkt afschrift op ongezegeld papier, hetzij op nederlegging der onderhandsche akte, hetzij op nederlegging eener expeditie van het vonnis.

Een woordelijk uittreksel der authentieke akte volstaat, wanneer daarin door den notaris die het verstrekt heeft, verklaard is dat de akte bedingen noch voorbehoudingen bevat.

Is de akte eene onderhandsche, dan worden er twee origineelen van opgemaakt, waarvan één vrij is van zegel, en de geheele of gedeeltelijke doorhaling wordt alleen gedaan op vertoon van den titel tot vestiging der hypotheek, waarop dezer inschrijving vermeld is. Op dien titel vermeldt dan de bewaarder de geheele of gedeeltelijke doorhaling der inschrijving.

Het vertoonen van den vestigingstitel is eveneens vereischt wanneer de akte eene authentieke is, zoo zij verleden werd krachtens eene onderhandsche lastgeving of zoo zij buitenslands opgemaakt werd in de door de buitenlandsche wet voorziene vormen.

ART. 36.

De aanvragen om doorhaling en vermindering worden beheerd door de artikelen 94 en 98 der wet van 16 December 1851.

III^e AFDEELING.

Van het te niet gaan van voorrechten en hypotheeken.

ART. 37.

De voorrechten en hypotheeken gaan te niet :

- 1^o Met het te niet gaan der hooflverbintenis ;
- 2^o Met de verzaking van den schuldcischer ;

3^o Par la vente forcée du navire grevé;

4^o Par l'aliénation volontaire du navire grevé, suivie de l'accomplissement des formalités et conditions prescrites ci-après.

ART. 38.

Les privilèges s'éteignent par l'aliénation volontaire sous les conditions suivantes :

A. Que l'acte d'aliénation soit inscrit conformément à l'article 8;

B. Que l'aliénation soit publiée dans un des journaux d'Anvers, de Gand et du port d'attache;

C. Que l'aliénation soit affichée au mât ou à la partie la plus apparente du navire;

D. Qu'aucune opposition ne soit notifiée par le créancier, tant à l'ancien qu'au nouveau propriétaire, dans le mois de l'inscription, de la publication et de l'affiche.

Néanmoins, le droit de préférence du créancier subsiste sur le prix de vente, tant que celui-ci n'a pas été payé ou distribué.

ART. 39.

Les hypothèques s'éteignent par l'aliénation volontaire sous la condition que, dans les six mois de l'inscription de son titre ou, en cas de poursuites endéans ces six mois, dans le délai de quinzaine à compter de la signification du commandement préalable à la saisie, le nouveau propriétaire notifie à tous les créanciers inscrits, aux domiciles par eux élus dans les inscriptions :

1^o Un extrait de son titre contenant la date et la qualité de l'acte, la désignation des parties, le nom, l'espèce et le tonnage du navire, le prix et les charges faisant partie du prix, l'évaluation de la chose si elle a été donnée ou cédée à tout autre titre que celui de vente;

3^o Met den gedwongen verkoop van het bezwaarde schip;

4^o Met de vrijwillige vervreemding van het bezwaarde schip, gevolgd van de vervulling der hierna opgelegde formaliteiten en bedingen.

ART. 38.

De voorrechten gaan te niet met de vrijwillige vervreemding onder de volgende bedingen :

A. Dat de akte van vervreemding ingeschreven worde naar luid van artikel 8;

B. Dat de vervreemding bekend gemaakt worde in een der nieuwsbladen van Antwerpen, van Gent en van de haven waar het schip te huis hoort;

C. Dat de vervreemding aangeplakt worde aan den mast of aan de meest zichtbare plaats van het schip;

D. Dat geen verzet beteekend worde door den schuldeischer, zoo bij den vroegeren als bij den nieuwen eigenaar, binnen de maand van de inschrijving, de bekendmaking en de aanplakking.

Echter blijft het recht van voorrang van den schuldeischer bestaan op den verkoopprijs, zoolang deze niet betaald of verdeeld is.

ART. 39.

De hypotheeken gaan te niet met de vrijwillige vervreemding, op voorwaarde dat, binnen zes maanden na de inschrijving van zijnen titel of, in geval van vervolgingen binnen die zes maanden, binnen den tijd van vijftien dagen te rekenen van het bevel dat de inbeslaglegging voorafgaat, de nieuwe eigenaar aan al de ingeschreven schuldeischers, aan de door hen in de inschrijvingen gekozen woonst, beteekene :

1^o Een uittreksel van zijn titel bevattende de dagteekening en den aard der akte, de aanduiding der partijen, naam, soort en tonnemaat van het schip, den prijs en de lasten die van den prijs deel uitmaken, de schatting van het voorwerp zoo het gegeven of afgestaan werd anders dan bij verkoop;

2° Indication de la date de l'inscription de son titre;

3° Un tableau sur trois colonnes dont la première contiendra la date des inscriptions, la seconde le nom des créanciers et la troisième le montant des créances inscrites.

ART. 40.

Le nouveau propriétaire déclare dans l'acte de notification qu'il acquittera les dettes et charges hypothécaires jusqu'à concurrence du prix ou de la valeur déclarée, sans déduction aucune au profit du vendeur ou de tout autre.

Sauf disposition contraire dans les titres de créances, il jouit des termes et délais accordés au débiteur originaire et il observe ceux stipulés contre ce dernier.

Les créances non échues qui ne viennent que pour partie en ordre utile sont immédiatement exigibles vis-à-vis du nouveau propriétaire, jusqu'à cette concurrence, et pour le tout à l'égard du débiteur.

ART. 41.

Si parmi les créanciers inscrits se trouve un créancier ayant l'action résolutoire et qu'il entende exercer cette action, il est tenu, à peine de déchéance, de le déclarer au greffe du tribunal devant lequel l'ordre doit être poursuivi.

La déclaration doit être faite dans les quarante jours de la notification et suivie, dans les dix jours, de la demande en résolution.

A partir du jour où le créancier a déclaré vouloir exercer l'action résolutoire, la purge est suspendue et ne peut être reprise qu'après la renonciation du créancier à l'action résolutoire ou après le rejet de cette action.

2° Opgave van den datum van inschrijving van zijnen titel;

3° Eene tabel met drie kolommen, bevattende, de eerste, den datum der inschrijvingen, de tweede, den naam der schuldeischers en, de derde, het bedrag der ingeschreven schuldvorderingen.

ART. 40.

De nieuwe eigenaar verklaart in de akte van beteekening dat door hem zullen voldaan worden de hypothecaire schulden en lasten, tot beloop van den prijs of van de aangegeven waarde, zonder eenigen aftrek ten voordeele van den verkooper of van wien ook.

Behoudens strijdig beding in de titels der schuldvorderingen, heeft hij recht op de termijnen en uitsellen die aan den oorspronkelijken schuldenaar verleend werden en hij neemt diegenen in acht welke tegen den laatste bedongen zijn.

De niet vervallen schuldvorderingen die slechts voor een gedeelte in nuttigen rang komen zijn dadelijk eischbaar jegens den nieuwen eigenaar, tot beloop van dat gedeelte, en jegens den schuldenaar voor het geheel.

ART. 41.

Zoo er onder de ingeschreven schuldeischers een is die een eisch tot ontbinding heeft en die dien eisch wil doen gelden, dan is hij gehouden, op straffe van verval, daarvan de verklaring te doen ter griffie van de rechtbank voor dewelke de orde moet vervolgd worden.

De verklaring moet gedaan worden binnen veertig dagen na de beteekening; zij moet, binnen tien dagen, gevolgd worden van den eisch tot ontbinding.

Te rekenen van den dag waarop de schuldeischer verklaart dat hij den eisch tot ontbinding wil doen gelden, is de zuivering opgeschorst en zij kan slechts hernomen worden nadat de schuldeischer van den eisch tot ontbinding heeft afgezien of nadat die eisch verworpen is geworden.

ART. 42.

Tout créancier inscrit pour requérir la mise du navire aux enchères sous les conditions énoncées à l'article 113 de la loi du 16 décembre 1851.

Sont également applicables les articles 116, 117, 118, 120, 121 et 122 de ladite loi.

CHAPITRE IV.

DE LA PUBLICITÉ DES DOCUMENTS HYPOTHÉCAIRES ET DE LA RESPONSABILITÉ DES CONSERVATEURS.

ART. 43.

Le conservateur tient un registre de dépôts, où sont constatées, par numéros d'ordre et à mesure qu'elles s'effectuent, les remises des pièces qui lui sont présentées à fin d'immatriculation ou d'inscription.

Ce registre ainsi que le registre matricule sont exempts du timbre. Ils sont cotés et paraphés à chaque feuillet par premier et dernier, par l'un des juges du tribunal dans le ressort duquel le bureau de la conservation est établi.

Le registre de dépôts est arrêté jour par jour.

ART. 44.

La tenue du registre matricule et la forme des inscriptions sont réglées par arrêté royal.

ART. 45.

Le conservateur est tenu de délivrer à tout requérant copie ou extrait du registre matricule et des documents déposés dans ses archives et, le cas échéant, un certificat négatif.

Sont applicables les articles 126, 128, 129 et 130 de la loi du 16 décembre 1851.

ART. 42.

Ieder ingeschreven schuldeischer mag den verkoop van het schip aan den meestbiedende vorderen, onder de bij artikel 113 der wet van 16 December 1851 gestelde voorwaarden.

Zijn insgelijks van toepassing de artikelen 116, 117, 118, 120, 121 en 122 der gemelde wet.

HOOFDSTUK IV.

VAN DE BEKENDMAKING DER HYPOTHECAIRE BESCHEIDEN EN VAN DE VERANTWOORDELIJKEID DER BEWAARDERS.

ART. 43.

De bewaarder houdt een register der nederleggingen, waarin bij volgnummers en naarmate zij gedaan wordt, de overgave der stukken vastgesteld wordt, welke hem ter teboekstelling of ter inschrijving worden aangeboden.

Dat register alsmede het register van teboekstelling zijn vrij van zegel. Zij zijn genummerd en gekortteekend op ieder blad, van het eerste tot het laatste, door een der rechters van de rechtbank in welker gebied het kantoor der hypotheeken gevestigd is.

Het register der nederleggingen wordt dag voor dag afgesloten.

ART. 44.

Het houden van het register van teboekstelling en de vorm der inschrijvingen zullen bij koninklijk besluit geregeld worden.

ART. 45.

De bewaarder is gehouden aan ieder die het vraagt een afschrift of een uittreksel van het register van teboekstelling en van de in zijne archieven neergelegde stukken te verstrekken, en, zoo het pas geeft, een negatief attest.

Zijn van toepassing de artikelen 126, 128, 129 en 130 der wet van 16 December 1851.

ARTICLE 2.

Les titres VI, VII, VIII et IX de la loi du 21 août 1879 deviennent respectivement les titres V, VI, VII et VIII.

Les articles 7 à 37 deviennent respectivement les articles 46 à 76; les articles 59 à 155, les articles 77 à 171; les articles 156 à 256, les articles 172 à 252.

Toutefois l'article 255 n'est maintenu qu'en tant qu'il dispose pour les actions dérivant d'un contrat à la grosse ou d'une charte-partie.

ARTICLE 3.*Disposition transitoire.*

Tous actes admis à la transcription sous l'empire de la loi du 21 août 1879 doivent, endéans les trois ans à dater du jour où la présente loi deviendra obligatoire, être soumis à inscription au registre matricule conformément aux dispositions de cette loi.

L'inscription peut avoir lieu sur la simple production, au conservateur, d'une requête en double indiquant l'acte dont l'inscription est demandée.

Tout acte non soumis à inscription dans le délai fixé par le premier alinéa du présent article n'est plus opposable aux tiers.

ARTICLE 4.

Les dispositions suivantes sont ajoutées au livre II du Code de commerce :

TITRE IX.**Des bateaux.****Art. 255.**

Sont considérés comme bateaux les bâtiments qui font ou sont destinés à faire habi-

ARTIKEL 2.

De titels VI, VII, VIII en IX der wet van 21 Augustus 1879 worden onderscheidenlijk de titels V, VI, VII en VIII.

De artikelen 7 tot 57 worden onderscheidenlijk de artikelen 46 tot 76; de artikelen 59 tot 155, de artikelen 77 tot 171; de artikelen 156 tot 256, de artikelen 172 tot 252.

Echter is artikel 255 slechts behouden in zoverre het bepalingen treft omtrent de vorderingen naar aanleiding eener bodemrijovereenkomst of eener bevrachtingsovereenkomst.

ARTIKEL 3.*Overgangsbepaling.*

Al de akten die ter overschrijving werden aangenomen onder de wet van 21 Augustus 1879, moeten, binnen drie jaren te rekenen van den dag waarop de tegenwoordige wet verbindend wordt, in het register van teboekstelling worden ingeschreven overeenkomstig de bepalingen dezer wet.

De inschrijving kan geschieden op enkele overlegging, bij den bewaarder, van eene aanvraag in dubbel de akte aanduidende welke inschrijving gevraagd wordt.

Alle akte die niet ingeschreven is binnen den in de eerste alinea van dit artikel gestelden tijd, kan niet meer tegengesteld worden aan derden.

ARTIKEL 4.

De navolgende bepalingen worden toegevoegd aan boek II van het Wetboek van koophandel :

TITEL IX.**Van binnenschepen.****Art. 255.**

Worden als binnenschepen aanzien de vaartuigen gewoonlijk gebruikt of bestemd

tuellement, dans les eaux intérieures, le transport des personnes ou des choses, la pêche, le remorquage, le dragage ou toute autre opération lucrative de navigation.

ART. 234.

Les dispositions du titre I^{er} du livre II du présent code sont applicables aux bateaux, sous réserve des dérogations suivantes :

A. Les formalités d'immatriculation des bateaux ont lieu au bureau de la conservation des hypothèques à Bruxelles ;

B. Sont privilégiées, sur le bateau et sur le fret, dans l'ordre où elles sont rangées, les créances ci-après désignées :

1° Les frais de justice et autres faits pour parvenir à la vente du bateau et à la distribution du prix ;

2° Les droits et taxes imposés au bateau dans le port où se fait la vente ;

3° Les gages du gardien et les frais de garde et d'entretien du bateau depuis son entrée dans le port jusqu'à la vente ;

4° Les frais et indemnités dus à l'occasion du sauvetage ou de l'assistance du bateau pour le dernier voyage ;

5° Les loyers et gages du patron et des gens de l'équipage ne remontant pas à plus de trois mois avant la saisie ou la vente du bateau, les frais de remorquage dans le port, de halage ou de remorquage au cours du dernier voyage ;

6° Les dommages-intérêts dus pour défaut de délivrance des marchandises transportées par le bateau ou pour remboursement des avaries souffertes par les dites marchandises par la faute du patron ou de ceux qui sont au service du bateau ;

7° Les dommages-intérêts dus pour cause d'abordage.

Entre créances comprises sous les n°s 4° et 6°, celles qui résultent d'une cause plus récente prennent celles qui sont nées d'une cause antérieure.

Les privilèges indiqués aux n°s 6 et 7 ne

tot het vervoer van personen of zaken, tot visschen, sleepen, baggeren of tot elke andere winstgevende verrichting van scheepvaart op de binnenwateren.

ART. 234.

De bepalingen van titel I van boek II van dit wetboek zijn van toepassing op binnenschepen, mits de volgende afwijkingen :

A. De formaliteiten van teboekstelling der binnenschepen geschieden ten kantore der hypotheekbewaring te Brussel ;

B. Zijn bevoorrecht, op schip en scheepshuur, naar de orde waarin ze zijn gerangschikt, de hierna aangeduide schuldverderingen :

1° De gerechtskosten en andere kosten gedaan om te geraken tot den verkoop van het schip en tot verdeeling van den prijs ;

2° De rechten en belastingen het schip opgelegd in de haven waar de verkoop geschiedt ;

3° Het dienstloon van den bewaker en de kosten voor bewaking en onderhoud van het schip, sedert het de haven binnenliep tot den verkoop ;

4° De kosten en vergoedingen wegens het redden of uit den nood helpen van het schip tijdens de laatste reis ;

5° Het huur- en dienstloon van schipper en scheepsvolk doch slechts voor de drie maanden die de inbeslagneming of den verkoop van het schip voorafgaan, de kosten voor het sleepen in de haven, de trek- of sleepgelden tijdens de laatste reis ;

6° De schadeloosstellingen verschuldigd wegens niet aflevering van door het schip vervoerde koopwaren, of wegens terugbetaling van aan die koopwaren overkomen avarij door de schuld van den schipper of van hen die in dienst zijn van het schip ;

7° De schadeloosstellingen verschuldigd wegens aanvaring.

Onder de schuldverderingen bedoeld onder n° 4° en 6°, zijn diegene welke uit eene latere aanleiding voorkomen bevoorrecht boven die welke uit eene vroegere aanleiding ontstonden.

De voorrechten bedoeld in n°s 6 en 7

priment l'hypothèque que lorsqu'ils sont nés à une date antérieure à celle de l'inscription.

C. Les créances énoncées ci-dessus sont justifiées de la manière suivante :

Les frais de justice par des états légalement taxés;

Les droits et taxes de navigation par les quittances des receveurs;

Les autres créances par les modes de preuve admis en droit commun.

ART. 255.

Les dispositions du chapitre I^{er} du titre II de ce livre et celles des articles 51, 59 et 60 (1) sont applicables à la navigation intérieure.

Toutefois, sauf le cas de dol, la faculté de se libérer par abandon appartient même à celui qui est à la fois propriétaire et patron du bateau pour le dommage causé par lui dans l'exercice de ses fonctions de patron.

ART. 256.

Le chapitre I^{er} de la loi du 25 août 1891 régissant le contrat de transport est applicable au transport par navigation intérieure en tant qu'il n'y est pas dérogé par les dispositions du présent titre.

ART. 257.

Le chapitre III du titre III relatif aux avaries et à leur règlement est applicable aux bateaux.

ART. 258.

L'assurance fluviale peut avoir pour objet :

Le corps et la quille du bateau;
Les agrès et les appareils;
Les armements et victuailles;

(1) Art. 12, 20 et 21 de la loi du 21 août 1879.

hebben den voorrang op de hypotheek alleen dan wanneer zij ontstaan zijn op een vroegeren datum dan dien der inschrijving.

C. De boven aangehaalde schuldverdringen worden als volgt gestaafd :

De gerechtskosten door wettig getaxeerde staten;

De rechten en belastingen op de scheepvaart door kwijtschriften der ontvangers;

De andere schuldverdringen door de bewijsmiddelen in gewoon recht aanvaard.

ART. 255.

De bepalingen van hoofdstuk I van titel II van dit boek en die van de artikelen 51, 59 en 60 (1) zijn van toepassing op de binnenscheepvaart.

Echter heeft, behoudens het geval van bedrog, zelfs hij die tevens eigenaar en schipper van het binnenschip is, het recht zich door afstand te ontslaan voor de schade door hem veroorzaakt tijdens het uitoefenen van zijn ambt als schipper.

ART. 256.

Het eerste hoofdstuk der wet van 25 Augustus 1891, waarbij het vervoercontract wordt geregeld, is van toepassing op het vervoer langs de binnenwateren, in zoverre er door de bepalingen van dezen titel niet van afgeweken is.

ART. 257.

Hoofdstuk III van titel III betreffende de avarijen en hunne regeling is van toepassing op de binnenschepen.

ART. 258.

De verzekering op binnenschepen kan zich uitstrekken tot :

De romp en de kiel van het schip;
Het zeil en treil van het schip;
De uitrusting en den mondvoorraad;

(1) Art. 12, 20 en 21 der wet van 21 Augustus 1879.

Le fret;
Le prix du passage;
Les marchandises du chargement;
Le profit espéré des marchandises;

Les loyers de l'équipage;
Le bénéfice d'affrètement;
Le courtage et les commissions d'achats,
de ventes et de consignations;

Les sommes employées aux besoins du
bateau et à l'expédition des marchandises,
avant et pendant le voyage.

En général, toutes choses ou valeurs esti-
mables à prix d'argent sujettes aux risques
de la navigation, sans préjudice des dispo-
sitions du livre 1^{er} relatives aux assurances
sur la vie.

ART. 259.

Les dispositions des articles 185 à 189,
195 à 222, 227 à 243 ⁽¹⁾ du présent livre
s'appliquent aux assurances fluviales.

Néanmoins les délais fixés par l'arti-
cle 219 ⁽²⁾ pour le délaissement sont réduits
à quinze jours à partir du jour de la récep-
tion de la nouvelle de la perte, si celle-ci est
arrivée en Belgique ou dans les pays limi-
trophes de Belgique et à six mois dans tous
les autres cas.

Les mêmes délais sont applicables dans
les cas prévus par l'article 221 ⁽³⁾ et par les
alinéas 2 et 3 de l'article 236 ⁽⁴⁾.

ART. 260.

Le titre VII ⁽⁵⁾ relatif à l'abordage est
applicable aux bateaux.

⁽¹⁾ Art. 169 à 173, 177 à 206, 210 à 227 de
la loi du 21 août 1879.

⁽²⁾ Art. 203 de la loi du 21 août 1879.

⁽³⁾ Art. 205 de la loi du 21 août 1879.

⁽⁴⁾ Art. 220 de la loi du 21 août 1879.

⁽⁵⁾ Titre VIII de la loi du 21 août 1879.

De scheepshuur;
De passage-gelden;
De ingeladen koopwaren;
De verwachte winst van de ingeladen
koopwaren;
Het huurloon van het scheepsvolk;
De bevrachtingswinst;
Het makelaarsloon en het commissieloon
op aankopen en verkoopen en op consigna-
tiën;
De gelden die voor de behoeften van het
schip en voor de verzending van koopwa-
ren vóór en tijdens de reis aangewend
werden.

In 't algemeen, alle zaken of waarden
waarvan de prijsbepaling in geld kan
geschieden en die aan de risico's van de
scheepvaart onderworpen zijn, onvermin-
derd de bepalingen van het 1^o boek betref-
fende de levensverzekering.

ART. 259.

De bepalingen der artikelen 185 tot 189,
193 tot 222, 227 tot 243 ⁽¹⁾ van dit boek
zijn van toepassing op de verzekering van
binnenschepen.

Echter zijn de bij artikel 219 ⁽²⁾ voor de
overlating gestelde tijdsbestekken vermin-
derd tot vijftien dagen te rekenen van den
dag waarop de tijding van het vergaan ont-
vangen werd, indien het vergaan in België
of in de aan België palende landen plaats
vond, en tot zes maanden in al de andere
gevallen.

Dezelfde tijdsbestekken zijn van toepas-
sing op de gevallen bedoeld in artikel 221 ⁽³⁾
en in de alinéas 2 en 3 van artikel 236 ⁽⁴⁾.

ART. 260.

Titel VII ⁽⁵⁾ betreffende de aanvaring is
van toepassing op de binnenschepen.

⁽¹⁾ Art. 169 tot 173, 177 tot 206, 210 tot
227 der wet van 21 Augustus 1879.

⁽²⁾ Art. 205 der wet van 21 Augustus 1879.

⁽³⁾ Art. 205 der wet van 21 Augustus 1879.

⁽⁴⁾ Art. 220 der wet van 21 Augustus 1879.

⁽⁵⁾ Titel VIII der wet van 21 Augustus 1879.

ART. 261.

Sont prescrites par un an les créances énumérées à l'article 254, si elles ne sont pas éteintes par un délai plus court aux termes de l'article 9 de la loi du 25 août 1891.

Ce délai prend cours à la date de la naissance de la créance.

Donné à Bruxelles, le 17 janvier 1905.

ART. 261.

De schuldvorderingen opgesomd in artikel 254, verjaren door tijdverloop van één jaar, indien ze niet, overeenkomstig artikel 9 der wet van 25 Augustus 1891, na een korteren termijn zijn te niet gegaan.

Dit tijdsbestek begint te loopen den dag waarop de schuldvordering ontstaat.

Gegeven te Brussel, den 17ⁿ Januari 1905.

LEOPOLD.

PAR LE ROI :

*Le Ministre des Finances
et des Travaux publics,*

VAN 'S KONINGS WEGE :

*De Minister van Financiën
en Openbare Werken,*

C^o DE SMET DE NAYEER.

Le Ministre de la Justice,

De Minister van Justitie,

J. VAN DEN HEUVEL.

